



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC.

QUEBEC, SAMEDI, 23 MAI 1874.

#### Nominations.

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 15 mai 1874.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du 11 du courant, de nommer Edward Jenkins, écuyer, avocat, membre de la chambre des communes du Royaume Unie de la Grande Bretagne et d'Irlande, commissaire pour prendre des affidavits en Angleterre en vertu de l'article 30e du Code de Procédure Civile de la Province de Québec. 2017

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 18 mai 1874.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Solime A. Brodeur, écuyer, notaire, du township de Weedon, à la charge de greffier de la cour de circuit, pour le comté de Beauce, dans la paroisse de Saint-Vital de Lambton, en remplacement de François S. A. Belanger, écuyer, dont la commission a été révoquée.

Il a aussi plu à Son Excellence d'adjoindre les messieurs suivants à la commission de la paix :

Pour le district de Montmagny.—Eusèbe Couture, écuyer, de Buckland, dans le comté de Bellechasse.

Pour le district de Montréal.—Alexandre Desève, père, écuyer, avocat, de la paroisse de Montréal.

Il a aussi plu à Son Excellence de nommer Elie Lemire et Laurent Desaulniers, écuyers, coroners conjoints du district de Joliette.

##### BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 19 mai 1874.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de nommer J. Louis Granger, Georges Cédras, Georges Sylvestre, Olivier Sylvestre et Bruno Mondor, écuyers, commissaires pour la décision sommaire des petites causes dans la paroisse de Saint-Damien, dans le comté de Berthier.

Québec, 20 mai 1874.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOU-

### PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 23rd MAY 1874.

#### Appointments.

##### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 15th May, 1874.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR, by order in council dated 11th May instant, has been pleased to appoint Edward Jenkins, esquire, barrister at law and a member of the house of commons of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, commissioner to receive affidavits in England in virtue of article 30th of the Civil Code of Procedure of the Province of Québec. 2018

##### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 18th May, 1874.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint Solime A. Brodeur, esquire, notary, of the township of Weedon, to the office of clerk of the circuit court for the county of Beauce, in the parish of Saint-Vital de Lambton, vice François S. A. Belanger, esquire, whose commission has been revoked.

His Excellency has also been pleased to associate the following gentlemen to the commission of the peace :

For the district of Montmagny.—Eusèbe Couture, esquire, of Buckland, in the county of Bellechasse.

For the district of Montréal.—Alexandre Desève senior, esquire, advocate, of the parish of Montréal.

His Excellency has also been pleased to appoint Elie Lemire and Laurent Desaulniers, esquires, joint coroner for the district of Joliette.

##### SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 19th May, 1874.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint J. Louis Granger, Georges Cédras, George Sylvestre, Olivier Sylvestre and Bruno Mondor, esquires, commissioners for the summary trial of small causes in the parish of Saint-Damien, in the county of Berthier.

Québec, 20th May, 1874.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR

VERNEUR d'adjoindre les MM. suivants à la commission de la paix :

Pour le district de Montréal.—François Xavier Cochu, écuyer, de la cité de Montréal.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 mai 1874.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, sous l'autorité de l'acte 37 Victoria, chapitre 2, section 19, de nommer les Honorables MM. Pierre J. O. Chauveau, Gédéon Ouimet, George Irvine, Louis Archambault, Pierre Fortin, John Jones Ross, directeurs officiels de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord de Québec.

Aussi l'Honorable Joseph Adolphe Chapleau, directeur de la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de Montréal, en remplacement de l'Honorable Louis Archambault, qui a donné sa démission.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 mai 1874.

Il a plu à Son Excellence le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer A. E. Rioux, écuyer, maire de Sainte-Félicité, préfet pour la seconde division du comté de Rimouski.

2049

Proclamations.

CANADA,  
PROVINCE DE  
QUÉBEC.  
[L. S.]

ED. CARON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le ONZIEME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quatorze, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le ONZIEME jour du mois de MAI, mil huit cent soixante-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre cité de Québec, LUNDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENE-EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce NEUVIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-quatorze, et de Notre Règne la trente-septième.

Par ordre,

H. CYRIAS PELLETIER,

Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

1303 8

has been pleased to associate the following gentlemen to the commission of the peace :

For the district of Montreal.—François Xavier Cochu, esquire, of the city of Montreal.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 21st May, 1874.

His Excellency the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, under the authority of the act 37th Victoria, chapter 2, section 19, to appoint the Honorable Messrs. Pierre J. O. Chauveau, Gédéon Ouimet, George Irvine, Louis Archambault, Pierre Fortin, John Jones Ross, official directors of the Quebec North Shore Railway Company.

Also the Honorable Joseph Adolphe Chapleau, director of the Montreal Northern Colonization Railway Company, vice the Honorable Louis Archambault, resigned.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 21st May, 1874.

His Excellency the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint A. E. Rioux, esquire, mayor of Saint-Félicité, warden for the second division of the county of Rimouski.

2050

Proclamations.

CANADA,  
PROVINCE OF  
QUÉBEC.  
[L. S.]

ED. CARON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councils of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a meeting of the Legislature or Parliament of Our said Province, at Our City of Quebec, on the ELEVENTH day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-four, to have been commenced and held, and to every of you—GREETING :

A PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature or Parliament of the Province of Quebec stands called for the ELEVENTH day of the month of MAY, one thousand eight hundred and seventy-four, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear.

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the ease and convenience of Our Loving Subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council, of the Province of Quebec, to relieve you, and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on MONDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature or Parliament of the said Province, at Our City of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable RENE EDOUARD CARON, Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this NINTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-four, and in the thirty-seventh year of Our Reign.

By Command,

H. CYRIAS PELLETIER,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

1304

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC.  
[L. S.]

ED. CARON.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

Geo. IRVINE, } ATTENDU que par un certain acte  
Proc. Gén. } de la Législature de Notre Province de Québec, passé dans la trente-quatrième année de notre règne, intitulé : « Acte pour amender les chapitres 109 et 110 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et pour pourvoir au transport de prisonniers d'une prison à une autre, » il est entr'autres choses statué que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra par proclamation, lorsqu'il le jugera convenable pour les fins de l'administration de la justice, ordonner que la prison commune d'un district sera également la prison commune et la maison de correction d'un autre district ; et tout prisonnier détenu dans une des prisons de ce district, pourra être transféré dans une autre prison, lorsque le Lieutenant-Gouverneur le jugera nécessaire, avec le même effet que si l'offense ou le crime pour lequel ce prisonnier est ainsi détenu, eût été commis dans le district où se trouve telle autre prison, et toute personne arrêtée pour quelque offense ou crime, et dont l'incarcération aura été ordonnée par autorité compétente, pourra être incarcérée dans l'une ou l'autre de ces prisons avec le même effet ; et que toute telle personne ou prisonnier sera détenue dans telle autre prison jusqu'à ce qu'elle soit dûment élargie, suivant la loi, ou jusqu'à ce qu'elle soit de nouveau ramenée dans la prison d'où elle aura été ainsi transportée, pour subir son procès dans la cour compétente :

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis et le consentement du Conseil Exécutif de Notre dite Province, jugé convenable pour les fins de l'administration de la justice, que la prison commune de chacun des districts de Terrebonne, d'Iberville, de Saint-Hyacinthe, de Richelieu, de Saint-François et de Trois-Rivières, soit également la prison commune et la maison de correction du district de Montréal :

A CES CAUSES, sous l'autorité de l'acte ci-dessus cité, nous avons ordonné, et par les présentes ordonnons que la PRISON COMMUNE de chacun des DISTRICTS de TERREBONNE, d'IBERVILLE, de SAINT-HYACINTHE, de RICHELIEU, de SAINT-FRANÇOIS et de TROIS-RIVIERES, sera également la PRISON COMMUNE et la MAISON DE CORRECTION du DISTRICT DE MONTREAL.

De tout ce que dessus tous Nos feaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Témoins, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable RENE-EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, dans Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-quatorze et de Notre Règne la trente-septième.

Par ordre,

GEDEON OUMET,

Secrétaire.

2 2013

Avis du Gouvernement.

AU Château de Windsor, le 17e jour de mars 1874.

PRÉSENT :

Sa Très-Excellent Majesté la REINE en Conseil.

Attendu que par un Acte du Parlement fait et passé dans la session du Parlement tenue dans la trente-

CANADA,  
PROVINCE OF QUEBEC.  
[L. S.]

ED. CARON.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

A PROCLAMATION.

Geo. IRVINE, } WHEREAS by a certain Act of the  
Atty. Gén. } Legislature of Our Province of Québec, passed in the thirty-fourth year of Our Reign, intitled : « An Act to amend chapter 109 and 110 of the Consolidated Statutes for Lower Canada, and to provide transport for prisoners from one prison to another », it is amongst other things enacted that the Lieutenant Governor in Council may, when he considers it advisable in the interest of the Administration of Justice, order that the common gaol of one district should also be the common gaol and house of correction of another district ; and every prisoner detained in one of the prisons of the said district may be transferred to another prison when the Lieutenant Governor may deem it necessary, with the same effect as if the crime or offence for which said prisoner is thus detained, had been committed in the district where such other prison is situated ; and all persons arrested for any offence or crime and condemned to imprisonment by competent authority, may be so imprisoned in either one of such prisons with the same effect ; and that all such prisoners or persons shall be detained in such other prison until discharged therefrom in due course of law, or until they be brought back to the gaol, from whence they came, for the purpose of standing their trial before a competent court.

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec has, by the advice and consent of the Executive Council of Our said Province, considered it advisable, in the interests of the Administration of Justice, that the common gaol of each of the districts of Terrebonne, Iberville, Saint Hyacinthe, Richelieu, Saint Francis and Three Rivers, should also be the common gaol and house of correction for the district of Montreal :

NOW KNOW YE, that under the authority of the act above cited, We have ordained, and by these presents do ordain that the COMMON GAOL of each of the DISTRICTS of TERREBONNE, IBERVILLE, SAINT HYACINTHE, RICHELIEU, SAINT FRANCIS and THREE RIVERS shall also be the COMMON GAOL and HOUSE OF CORRECTION of the DISTRICT OF MONTREAL.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-beloved the Honorable RENE EDOUARD CARON, Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-four, and in the thirty-seventh year of Our Reign.

By Command,

GEDEON OUMET,

Secretary.

Government Notices.

AT the Court at Windsor, the 17th day of March, 1874.

PRESENT :

The QUEEN'S Most Excellent Majesty in Council. Whereas by an Act of Parliament made and passed in the Session of Parliament holden in the thirty-third

troisième et trente-quatrième années du Règne de Sa Majesté actuelle, intitulé : " Acte pour amender la loi concernant l'extradition des malfaiteurs," il est entr'autres choses décrété, que lorsqu'une convention aura été faite avec un Etat étranger au sujet de la remise à cet Etat de malfaiteurs réfugiés, Sa Majesté pourra, par ordre en conseil, ordonner que le dit acte soit appliqué à cet Etat étranger ; Sa Majesté pourra par le même ordre, ou tout ordre subséquent, limiter l'effet de cet ordre et le restreindre aux malfaiteurs réfugiés qui se trouvent ou sont soupçonnés se trouver dans la partie des possessions de Sa Majesté désignée dans l'ordre, et rendre l'application du dit acte sujette à telles conditions, exceptions et restrictions qui pourront être jugées convenables.

Et attendu qu'un traité a été conclu le troisième jour de décembre dernier, entre Sa Majesté et l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, pour l'extradition mutuelle des malfaiteurs réfugiés, lequel traité est conçu dans les termes suivants :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, ayant jugé qu'il est convenable pour la meilleure administration de la justice, et pour prévenir les crimes dans les deux contrées et dans leurs juridictions que les personnes chargées ou convaincues des crimes ci-après mentionnés, et fuyant la justice, devraient, dans certaines occasions, être réciproquement livrées ; leurs dites Majestés ont nommé comme leurs Plénipotentiaires pour conclure un traité à cet effet, c'est-à-savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très-Honorable Sir Andrew Buchanan, Membre du Très-Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-Croix du Très-Honorable Ordre du Bain, Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ;

Et Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, le Comte Julius Andrassy de Csik-Szent-Kiraly et Kraszna Horka, Conseiller Privé de Sa Majesté Impériale et Royale, Ministre de la Maison Impériale et des Affaires Etrangères Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne, etc.

Lesquels, après s'être échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, les avoir trouvés en bonne et dûe forme, se sont accordés sur les articles suivants :

#### ARTICLE I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent de livrer à l'une et à l'autre réciproquement toutes personnes qui étant accusées ou convaincues d'un crime commis sur le territoire de l'une des parties seront trouvées sur le territoire de l'autre partie dans les circonstances et conditions établies dans le présent Traité :

#### ARTICLE II.

Les crimes pour lesquels l'extradition sera accordée sont les suivants :

1. Meurtre, et tentative de meurtre.
2. Homicide involontaire.
3. Fabrication et altération de monnaie et émission ou mis en circulation de monnaie fausse ou altérée.
4. Crime de faux, contrefaçon ou altération et émission d'effets faux, ou contrefaits ou altérés, comprenant les crimes désignés dans les Lois Pénales d'Autriche ou dans les Lois Pénales et coutumes de la Hongrie concernant la contrefaçon ou altération du papier-monnaie, billets de banque, ou autres valeurs, altération ou contrefaçon de tous autres documents publics ou privés ; de même l'altération ou l'émission ou l'emploi malicieux de tels papiers contrefaits, forgés ou altérés.

La définition sera déterminée suivant les Lois Pénales de l'Autriche si l'extradition est demandée en Autriche et suivant les Lois Pénales et coutumes de la Hongrie si l'extradition est demandée en Hongrie.

5. Détournement et larcin.
6. Obtenir de l'argent ou des marchandises sous de faux prétextes.
7. Crimes contre les lois de banqueroutes : comprenant les crimes considérés comme fraude commise par

and thirty-fourth years of the reign of Her present Majesty, intituled : " An Act for amending the law relating to the Extradition of Criminals," it was amongst other things enacted, that where an arrangement has been made with any foreign State with respect to the surrender to such State of any fugitive criminals, Her Majesty may, by Order in Council, direct that the said Act shall apply in the case of such foreign State ; and that Her Majesty may, by the same or any subsequent Order, limit the operation of the Order, and restrict the same to fugitive criminals who are in or suspected of being in the part of Her Majesty's dominions specified in the Order, and render the operation thereof subject to such conditions, exceptions, and qualifications as may be deemed expedient :

And whereas a Treaty was concluded on the third day of December last between Her Majesty and the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, for the Mutual Extradition of Fugitive Criminals, which Treaty is in the terms following :

HER Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary, having judged it expedient, with a view to the better administration of justice and to the prevention of crime within the two countries and their jurisdictions that persons charged with or convicted of the crimes hereinafter enumerated, and being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up ; Their said Majesties have named as their Plenipotentiaries to conclude a Treaty for this purpose, that is to say :

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honorable Sir Andrew Buchanan, a member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Imperial and Royal Apostolic Majesty ;

And His Imperial and Royal Apostolic Majesty, the Count Julius Andrassy of Csik-Szent-Kiraly and Kraszna Horka, His Imperial and Royal Majesty's Privy Councillor, Minister of the Imperial House and of Foreign Affairs, Grand Cross of the Order of Saint-Stephen, &c. ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles :

#### ARTICLE I.

The High Contracting Parties engage to deliver up to each other those persons who, being accused or convicted of a crime committed in the territory of the one Party, shall be found within the territory of the other Party under the circumstances and conditions stated in the present Treaty.

#### ARTICLE II.

The crimes for which the extradition is to be granted are the following :

1. Murder, or attempt to murder.
2. Manslaughter.
3. Counterfeiting or altering money, uttering or bringing into circulation counterfeit or altered money.
4. Forgery or counterfeiting, or altering or uttering that is forged or counterfeited or altered ; comprehending the crimes designated in the Austrian Penal Laws or in the Hungarian Penal Laws and Customs as counterfeiting or falsification of paper money, bank notes, or other securities, forgery or falsification of other public or private documents, likewise the uttering or bringing into circulation, or wilfully using such counterfeited, forged, or falsified papers.

The definition is to be determined accordingly with the Austrian Penal Laws if the extradition shall take place from Austria, and accordingly with the Hungarian Penal Laws and Customs if the extradition shall take place from Hungary.

5. Embezzlement or larceny.
6. Obtaining money or goods by false pretences.
7. Crimes against bankruptcy law : comprehending the crimes considered as fraude committed by the

les banqueroutiers contre les lois de banqueroutes, suivant les Lois Pénales de l'Autriche, si l'extradition est demandée en Autriche et suivant les Lois Pénales de la Hongrie si l'extradition est demandée en Hongrie.

8. Fraude commise par un dépositaire, banquier, agent, facteur, syndic, ou directeur, ou membre ou officier public d'une compagnie, et déclarée criminelle par toute loi alors en vigueur.

9. Viol.

10. Enlèvement.

11. Vol d'enfant, enlèvement d'enfant et de faux emprisonnement.

12. Vol avec effraction pendant la nuit ou bris de maison.

13. Incendie.

14. Vol avec violence ou avec menaces.

15. Menaces par lettre ou autrement avec l'intention d'extorquer.

16. Couler ou détruire un vaisseau en mer, ou tentative ou complot de ce faire.

17. Assaut à bord des navires en pleine mer, avec intention de tuer ou d'infliger un mal corporel grave.

18. Révolte ou complot de révolte, par deux ou plusieurs personnes à bord d'un navire en pleine mer contre l'autorité du patron.

19. Parjure ou subornation de parjure.

20. Dommages malicieux à la propriété, si l'offense est poursuivable par indictement.

L'extradition aura lieu aussi pour participation aux crimes ci-dessus énumérés, comme complice soit avant soit après le fait; pourvu que telle participation soit punissable suivant les lois des deux parties contractantes.

Dans tous ces cas, l'extradition n'aura seulement lieu des Etats Autrichiens et Hongrois que lorsque les crimes, s'ils sont commis en Autriche, constitueraient, suivant les lois Autrichiennes, un « Verbrechen, » ou, s'ils sont commis dans la Hongrie, constitueraient suivant les lois en force et les coutumes de la Hongrie, un « buntett »; l'extradition de la Grande Bretagne n'aura lieu seulement que lorsque les crimes, s'ils sont commis en Angleterre, ou dans la juridiction anglaise, constitueraient un crime sujet à l'extradition ainsi que décrit dans les Actes d'Extradition de 1870 et 1873.

### ARTICLE III.

Dans aucun cas et pour aucune raison quelconque les Hautes Parties Contractantes ne seront tenues d'accorder l'extradition de leurs propres sujets.

### ARTICLE IV.

L'extradition n'aura pas lieu si la personne réclamée de la part du Gouvernement du Royaume-Uni, ou celle réclamée de la part du Gouvernement de l'Autriche et Hongrie, a déjà été poursuivie et acquittée ou punie, ou est encore sous procès dans les territoires Autrichiens et Hongrois, ou dans le Royaume-Uni respectivement, pour le crime pour lequel son extradition est demandée.

Si la personne réclamée de la part du Gouvernement du Royaume-Uni, ou si la personne réclamée de la part du Gouvernement d'Autriche et Hongrie, était sous poursuite ou sous garde pour tout autre crime dans les territoires Autrichiens et Hongrois, ou dans le Royaume-Uni respectivement, son extradition sera retardée jusqu'à la fin du procès, et jusqu'à l'accomplissement entier de toute punition à elle infligée.

Si une personne dont l'extradition est demandée est poursuivie ou détenue dans tel pays à raison d'obligations par elle contractées envers des personnes privées, son extradition aura néanmoins lieu, réservant à la partie lésée le droit de faire valoir ses réclamations devant l'autorité compétente.

### ARTICLE V.

L'extradition n'aura pas lieu, si la poursuite criminelle ou la punition pour le crime pour lequel l'extradition est demandée, a été acquise par le laps de temps suivant la loi du pays où la personne accusée se sera réfugiée.

### ARTICLE VI.

Un malfaiteur réfugié ne sera pas livré si le crime

bankrupt in connection with the bankruptcy, according with the Austrian Penal Laws if the extradition shall take place from Austria, and with the Hungarian Penal Laws if the extradition shall take place from Hungary.

8. Fraud by a bailee, banker, agent, factor, trustee, or director or member or public officer of any company, made criminal by any law for the time being in force.

9. Rape.

10. Abduction.

11. Child stealing, kidnapping, and false imprisonment.

12. Burglary or housebreaking.

13. Arson.

14. Robbery with violence or with menaces.

15. Threats by letter or otherwise with intent to extort.

16. Sinking or destroying a vessel at sea, or attempting to do so.

17. Assaults on board a ship on the high seas, with intent to destroy life, or to do grievous bodily harm.

18. Revolt, or conspiracy to revolt, by two or more persons on board a ship on the high seas, against the authority of the master.

19. Perjury or subornation of perjury.

20. Malicious injury to property, if the offence be indictable.

The extradition is also to take place for participation in any of the aforesaid crimes, as accessory either before or after the fact, provided such participation be punishable by the laws of both the Contracting Parties.

In all these cases the extradition will only take place from the Austro Hungarian States when the crimes, if committed in Austria, would, according to Austrian law, constitute a « Verbrechen, » or, if committed in Hungary, would, according to the laws and customs being in force in Hungary, constitute a crime « buntett »; the extradition from Great Britain only when the crimes, if committed in England, or within English jurisdiction, would constitute an extradition crime, as described in the Extradition Acts of 1870 and 1873.

### ARTICLE III.

In no case and on no grounds whatever shall the High Contracting Parties be held to concede the extradition of their own subjects.

### ARTICLE IV.

The extradition shall not take place if the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom, or the person claimed on the part of the Government of Austria-Hungary, has already been tried and discharged or punished, or is still under trial, in the Austro-Hungarian dominions, or in the United Kingdom respectively, for the crime for which his extradition is demanded.

If the person claimed on the part of the Government of the United Kingdom or if the person claimed on the part of the Government of Austria-Hungary, should be under examination for any other crime in the Austro-Hungarian dominions, or in the United Kingdom respectively, his extradition shall be deferred until the conclusion of the trial, and the full execution of any punishment awarded to him.

Should an individual whose extradition is demanded be at litigation, or be detained in the country on account of private obligations, his surrender shall nevertheless be made, the injured party retaining the right to prosecute his claims before the competent authority.

### ARTICLE V.

The extradition shall not take place if, with respect to the crime for which it is demanded, and according to the laws of the country applied to, criminal prosecution and punishment has lapsed.

### ARTICLE VI.

A fugitive criminal shall not be surrendered if the

pour lequel son extradition est réclamée est considérée de nature politique, ou s'il est prouvé que la demande de son extradition a été de fait, faite en vue d'essayer de le poursuivre ou de le punir pour un délit de nature politique.

#### ARTICLE VII.

Si un individu dont l'extradition est demandée par l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes, suivant les termes de ce Traité, est aussi réclamé par une ou plusieurs autres Puissances pour d'autres crimes commis sur leur territoire, il sera livré au Gouvernement sur le territoire duquel le crime le plus grave aura été commis; et si les crimes sont tous de même gravité, ou s'il existe un doute sur la gravité des différents crimes, alors il sera livré au Gouvernement qui aura le premier demandé son extradition.

#### ARTICLE VIII.

Une personne livrée ne sera dans aucun cas arrêtée ou soumise à examen dans l'Etat auquel elle a été livrée pour aucun délit antérieur ou pour tous autres motifs autres que ceux en rapport à son extradition, à moins que telle personne, après sa reddition n'ait eu l'occasion de retourner au pays d'où elle aurait été livrée, et n'ait point profité de cette occasion, ou à moins qu'après y avoir retourné, elle soit venue de nouveau dans le pays auquel elle a déjà été livrée.

Cet article ne s'applique point au délit commis après l'extradition.

#### ARTICLE IX.

Les requêtes pour reddition seront faites par les Agents Diplomatiques des Hautes Parties Contractantes.

A la requête pour reddition d'une personne accusée il sera annexé un bref (warrant) émané par les autorités compétentes de l'Etat qui demande l'Extradition, ainsi que les preuves qui justifieraient, suivant les lois du pays où la personne accusée est trouvée, son arrestation si le crime y eut été commis.

Si la requête s'applique à une personne d'jà convaincue, la sentence, prononcée par le Tribunal compétent de l'Etat demandant son extradition, devra être produite.

Aucune requête pour reddition ne peut être basée sur une conviction *par contumace*.

#### ARTICLE X.

Si la requête pour extradition est conforme aux stipulations ci-dessus l'autorité compétente de l'Etat à laquelle on se sera adressé, procédera à l'arrestation du fugitif.

Le prisonnier sera alors amené devant un Magistrat compétent qui devra l'examiner et conduire les investigations préliminaires de la cause, de même que si l'arrestation eut été faite pour un crime commis dans l'Etat même.

#### ARTICLE XI.

Un criminel réfugié peut cependant, dans des cas urgents, être arrêté en vertu d'un mandat émis par un Magistrat de Police, Juge de Paix, ou autre autorité compétente, dans l'un ou l'autre pays sur telle information ou plainte, et telle preuve qui justifieraient, dans l'opinion de la personne émettant le mandat, l'émission d'un mandat si le crime eut été commis ou le prisonnier convaincu, dans le district dans lequel il exerce juridiction, pourvu toujours qu'il sera mis en liberté, si dans le plus court espace de temps possible, et tout au plus sous quatorze jours, une demande pour son extradition en vertu des termes de l'article IX du présent Traité, n'a pas été faite par l'Agent Diplomatique de l'Etat qui demande son extradition.

#### ARTICLE XII.

L'extradition n'aura lieu qu'après l'expiration de quinze jours après l'arrestation, et alors seulement si la preuve est trouvée suffisante, suivant les lois de l'Etat où la demande est faite, soit pour justifier telle

offense in respect of which his surrender is demanded is one of a political character, or if he prove that the requisition for his surrender has, in fact, been made with a view to try or punish him for an offence of a political character.

#### ARTICLE VII.

If an individual whose extradition is demanded by either of the High Contracting Parties, in accordance with the terms of this Treaty, be also claimed by one or several other Powers on account of other crimes committed on their territory, he shall be surrendered to the Government in whose territory his gravest crime was committed; and if his crimes are all of the same gravity, or a doubt exists as to which is the gravest, to the Government which first made application for his surrender.

#### ARTICLE VIII.

A surrendered person shall in no case be kept in arrest or subjected to examination in the State to which he has been surrendered on account of another previous crime, or any other grounds than those of his surrender, unless such person has, after his surrender, had an opportunity of returning to the country whence he was surrendered, and has not made use of this opportunity, or unless he, after having returned there, reappears in the country to which he has already been surrendered.

This stipulation does not refer to crimes committed after surrender.

#### ARTICLE IX.

Requisitions for surrender shall be made by the Diplomatic Agents of the High Contracting Parties.

To the requisition for the surrender of an accused person there must be attached a warrant issued by the competent authorities of the State which demands extradition, and such proofs as would, according to the laws of the place where the accused was found, justify his arrest if the crime had been committed there.

If the requisition refers to a person already convicted, the sentence passed by the competent Tribunal of State demanding his surrender must be produced.

No requisition for surrender can be based on a conviction *in contumaciam*.

#### ARTICLE X.

If the requisition for extradition be in accordance with the foregoing stipulations, the competent authorities of the State applied to shall proceed to the arrest of the fugitive.

The prisoner is then to be brought before a competent Magistrate, who is to examine him and to conduct the preliminary investigation of the case, just as if the apprehension had had taken place for a crime committed in the same country.

#### ARTICLE XI.

A fugitive criminal may, however, in urgent cases be arrested under a warrant of a Police Magistrate, Judge of the Peace, or of any other competent authority in either country, on such information or complaint, or such evidence as would, in the opinion of the person issuing the warrant, justify the issue of a warrant if the crime had been committed or the prisoner convicted in the district in which the authority happens to be; provided, however, that he shall be discharged if, within the shortest time possible, and at the utmost within fourteen days, a requisition for his surrender in accordance with the terms of Article IX of this Treaty is not made by the Diplomatic Agent of the State which demands his extradition.

#### ARTICLE XII.

The extradition shall not take place before the expiration of fifteen days from the apprehension, and then only if the evidence be found sufficient, according to the laws of the State applied to, either to justify the

décision de la cour pour le procès du prisonnier, dans le cas que le délit eût été commis sur le territoire du dit Etat, soit pour prouver que le prisonnier est la personne identique convaincue par les cours de l'Etat faisant telle demande.

## ARTICLE XIII.

Dans les examens qui seront faits suivant les susdites stipulations, les autorités de l'Etat où la demande est faite, admettront comme preuve entièrement valide, les dépositions ou témoignages assermentés des témoins, pris dans l'autre Etat, ou copie d'icelle, et de même les mandats et sentences prononcés en conséquence, pourvu que tels documents soient signés ou certifiés par un Juge, Magistrat, ou Officier de tel Etat, et seront authentiqués par le serment de quelque témoin, ou seront scellés du sceau officiel du Ministre de la Justice ou tout autre Ministre d'Etat.

## ARTICLE XIV.

Si la preuve suffisante pour l'extradition n'est point produite, sous deux mois de la date de l'arrestation du malfaiteur réfugié, il sera mis en liberté.

## ARTICLE XV.

Tous effets saisis, et trouvés en la possession de l'individu réclamé lors de son arrestation, seront, si l'autorité compétente de l'Etat accordant l'extradition, l'a ordonné, livrés lorsque l'extradition aura lieu. Telle remise ne sera pas limitée à la propriété ou aux articles obtenus par vol, mais s'étendra à chaque chose qui servira de preuve du crime. Cette remise aura lieu quand même l'extradition aurait été empêchée par la fuite ou la mort de l'individu réclamé.

## ARTICLE XVI.

Chacune des Parties contractantes soutiendra les dépenses occasionnées par l'arrestation dans les limites de son territoire, la détention et le transport à sa frontière, des personnes dont elles auront consenti à faire l'extradition suivant le présent Traité.

## ARTICLE XVII.

Les conditions du présent Traité s'appliqueront aux Colonies et Possessions Etrangères de Sa Majesté Britannique.

La requête pour la reddition d'un criminel réfugié dans toutes telles Colonies ou Possessions Etrangères, sera faite au Gouverneur ou à l'autorité Suprême de telle Colonie ou Possession par le Consul en Chef de l'Autriche et Hongrie dans telle Colonie ou Possession.

Telles requêtes peuvent être décidées, sujettes, toujours, autant que cela peut se faire, aux dispositions de ce Traité par le Gouverneur ou l'Autorité Suprême, qui, cependant, seront libres ou d'accorder l'extradition, ou de rapporter la cause à son Gouvernement.

Sa Majesté Britannique sera, cependant, libre de faire des arrangements dans les Colonies Anglaises et Possessions Etrangères pour la reddition des criminels Autrichiens et Hongrois qui peuvent se réfugier dans telles Colonies et Possessions Etrangères, basés, autant que cela peut se faire, sur les dispositions du présent Traité.

La requête pour la reddition d'un criminel réfugié de toute Colonie ou Possession Etrangère de Sa Majesté Britannique, sera faite suivant les règles établies dans les articles précédents du présent Traité.

## ARTICLE XVIII.

Le présent Traité deviendra en force dix jours après sa publication, suivant les formalités prescrites par des Lois des Hautes parties Contractantes.

L'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes pourra terminer le traité, mais restera en force pendant six mois après l'avis donné de son intention.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Vienne, aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont

committal of the prisoner for trial, in case the crime had been committed in the territory of the said State, or to prove that the prisoner is the identical person convicted by the Courts of the State which makes the requisition.

## ARTICLE XIII.

In the examinations which they have to make in accordance with the foregoing stipulations, the authorities of the State applied to shall admit as entirely valid evidence the sworn depositions or statements of witnesses taken in the other State, or copies thereof, and likewise the warrants and sentences issued therein, provided such documents are signed or certified by a Judge, Magistrate, or Officer of such State, and are authenticated by the oath of some witness, or by being sealed with the official seal of the Minister of Justice, or some other Minister of State.

## ARTICLE XIV.

If sufficient evidence for the extradition be not produced within two months from the date of the apprehension of the fugitive, he shall be set at liberty.

## ARTICLE XV.

All articles seized, which were in the possession of the person to be surrendered at the time of his apprehension, shall, if the competent authority of the State applied to for extradition has ordered the delivery thereof, be given up when the extradition takes place; and this delivery shall extend not only to property of the accused, and to the stolen articles, but also to everything which may serve as a proof of the crime. If the extradition cannot be carried out in consequence of the flight or death of the individual who is claimed, the delivery of the above mentioned objects shall take place nevertheless.

## ARTICLE XVI.

Each of the Contracting Parties shall defray the expenses occasioned by the arrest within its territories, the detention, and the conveyance to its frontier, of the persons to be surrendered, in pursuance of this Treaty.

## ARTICLE XVII.

The stipulations of the present Treaty shall be applicable to the Colonies and foreign possessions of Her Britannic Majesty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal who has taken refuge in any of such Colonies or foreign possessions shall be made to the Governor or chief authority of such Colony or possession by the chief Consular Officer of Austria-Hungary in such Colony or possession.

Such requisitions may be disposed of, subject always, as nearly as may be, to the provisions of this Treaty, by the said Governor or chief authority, who, however, shall be at liberty either to grant the surrender, or to refer the matter to his Government.

Her Britannic Majesty shall, however, be at liberty to make special arrangements in the British Colonies or foreign possessions for the surrender of Austro-Hungarian criminals, who may take refuge within such Colonies and foreign possessions, on the basis as nearly as may be, of the provisions of the present Treaty.

The requisition for the surrender of a fugitive criminal from any Colony or foreign possession of Her Britannic Majesty shall be governed by the rules laid down in the preceding Articles of the present Treaty.

## ARTICLE XVIII.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication, in conformity with the forms prescribed by the laws of the High Contracting Parties. It may be terminated by either of the High Contracting Parties, but shall remain in force for six months after notice has been given for its termination.

The Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Vienna as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries

signé le présent, et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Vienne, le 3e jour de décembre, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante treize.

(L. S.) ANDREW BUCHANAN,  
(L. S.) ANDRASSY.

Et attendu que les ratifications du dit traité ont été échangées à Vienne le dix du courant.

A ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis de Son Conseil Privé, et en vertu de l'autorité à elle confiée par le dit acte suscité, ordonne, et il est par le présent ordonné, que le et après le trentième jour de mars mil huit cent soixante-quatorze, le dit acte s'appliquera dans le cas du dit Traité avec l'Empereur d'Autriche.

(Signé,) ARTHUR HELPS.  
2023

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 16 février 1874.

Avis est donné par la présente que les dissidents de St. Pie dans le comté de Bagot, n'ayant pas eu d'école en opération pendant plus d'un an, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndics, dans une municipalité voisine, et paraissant ne pas mettre, de bonne foi, la loi scolaire à exécution, et ne prendre aucune mesure pour avoir des écoles, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des écoles dissidentes de la dite municipalité soit déclarée dissoute, quand trois mois se seront écoulés depuis la date du présent avis en conformité de la seizième section de la 32ème Victoria, chapitre 16.

1873 2

PROVINCE DE QUEBEC,

CHAMBRE DU PARLEMENT.

Québec, 1er février 1874.

Toutes les demandes de Bills privés, qui sont proprement du ressort de la législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'un aqueduc, ou d'une usine à gaz, l'incorporation de professions ou métiers, de compagnies à fonds sociale; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; le prélèvement d'une taxe locale, la division d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation parlementaire, ou celle d'un township; le changement d'un chef-lieu de comté ou d'un bureau local, le règlement d'une commune; le nouvel arpentage d'un township, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou pour la permission de faire quoi que ce soit, qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature de l'objet de la demande,—comme suit, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une et l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal; ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle*, et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins trente jours, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière, donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et men-

have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Vienna, the 3rd day of December, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and seventy-three.

(L. S.) ANDREW BUCHANAN.  
(L. S.) ANDRASSY.

And whereas the ratifications of the said Treaty were exchanged at Vienna on the tenth instant:

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice of Her Privy Council, and in virtue of the authority committed to Her by the said recited Act, doth order, and it is hereby ordered, that from and after the thirtieth day of March, one thousand eight hundred and seventy-four, the said Act shall apply in the case of the said Treaty with the Emperor of Austria.

(Signed,) ARTHUR HELPS.  
2024

MINISTRY OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 16th February, 1874.

Notice is hereby given, that the dissentients of St. Pie, in the county of Bagot, having been upwards of a year without schools in operation, either in their own municipality, or jointly with other trustees, in an adjoining municipality, and it appearing that they are not carrying out the school law in good faith, and are taking no steps for maintaining schools, I shall recommend to the Lieutenant-Governor in council that, three months after this date, the corporation of school trustees for the dissentients of the said municipality be declared extinct, pursuant to section 16, cap. 16, 32nd Victoria.

1874

PROVINCE OF QUEBEC.

PARLIAMENT HOUSE.

Québec, 1st February, 1874.

All applications for Private Bills properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the Act of British North America, 1867, whether for the construction of a Bridge, a Railway, a Turnpike road or Telegraph line, Canal, Lock, Dam or Slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of any particular profession or trade, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a city, town, village or other municipality; the levying of any local assessment; the division of any County for purposes other than that of representation in Parliament, or of any township; the removal of the site of any County, town or of any local Offices; the regulation of any Common; the survey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals, any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former Act,—shall require a notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and one in the French language, in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least thirty days during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the House, the person or persons intending to petition for such bill, shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also, at the same time and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels

tionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont tournant ou non, et les dimensions de ce pont tournant.

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,  
Greffier, Conseil Législatif.  
G. M. MUIR,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

16 455

and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same

BOUCHER DE BOUCHERVILLE,  
Clerk, Legislative Council.  
G. M. MUIR,  
Clerk, Legislative Assembly.

456

### Avis Divers.

#### DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.

Avis est par le présent donné que la société qui existait ci-devant entre J. H. Haycock, et D. B. McDonald, et dont les affaires étaient transigées dans le comté d'Ottawa et ailleurs, a été dissoute, le 18ème jour de mai courant, de consentement mutuel. Toutes les dettes dûes à et par la dite société, seront réglées par J. H. Haycock et S. Haycock, qui continueront les affaires à l'avenir.

Aylmer, 20 mai 1874. 2047

BUREAU DE LA COMPAGNIE DU CHEMIN A BARRIÈRES DE TERREBONNE.

Terrebonne, 16 mai 1874.

Avis public est par les présentes donné que conformément aux dispositions de l'acte 25 Victoria, chap. 76, et de l'acte de 1874 qui l'amende, j'ai déposé au bureau de l'honorable commissaire des terres de la couronne, à Québec, hier, les plans et livres de renseignements de cette partie du chemin à barrières de Terrebonne, qui s'étend depuis la ville de Terrebonne à celle de Joliette, pour être certifiés et transmis à qui de droit.

J. C. AUGER,  
Secrétaire C. C. à B. de T.

2 1997

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1460.

Dame Alexandrina J. M. N. Huerta, Demanderesse ;  
vs. Ciro Pizzotti, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de biens a été intentée par la dite Demanderesse contre le Défendeur, son mari.

J. C. HATTON,  
Procureur de la Demanderesse.  
Montréal, 29 avril 1874. 1823 3

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Dans la Cour Supérieure.*  
Ann Trainor, épouse de William Armstrong, de la ville de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, sellier, autorisée en justice à poursuivre en cette cause Demanderesse ; vs. le dit William Armstrong, Défendeur ;

Avis public est par le présent donné que la Demanderesse, Ann Trainor, a intenté une action en séparation de biens contre le Défendeur.

FELTON & FELTON,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Sherbrooke, 5 mai 1874. 1849 3

#### LA BANQUE JACQUES-CARTIER.

Avis est par le présent donné qu'un dividende de quatre pour cent sur le capital versé de La Banque Jacques-Cartier, a été déclaré pour le semestre courant, et sera payable à la banque, le et après le 1er juin prochain. Le livre de transport sera fermé du 16 au 30 mai prochain, inclusivement.

Par ordre du Bureau,  
H. COTTÉ, Caissier.  
Montréal, 27 avril 1874. 1743 5

Dame Honorine Emillienne Sorman, épouse de Virgile Victorin Voisard, horloger, tous deux demeurant précédemment à Paris, en France, et domiciliés actuellement en la cité de Montréal, dûment autorisée en justice à la poursuite de ses droits et actions contre son dit époux, a institué une action en séparation de biens contre ce dernier, retournable dans la cour supérieure, à Montréal, le premier mai prochain (1874).

D. D. BONDY,  
Avocat de la Demanderesse.  
Montréal, 15 avril 1874. 1633 5

### Miscellaneous Notices.

#### DISSOLUTION OF PARTNERSHIP.

Notice is hereby given that the partnership heretofore existing between J. H. Haycock and D. B. McDonald, the business of which firm was carried on in the county of Ottawa and elsewhere, has been dissolved, on the 18th of May instant, by mutual consent. All debts due to or by the said firm will be settled by J. H. Haycock and S. Haycock, by whom the business will henceforth be carried on.

Aylmer, 20th May, 1874. 2048

OFFICE OF THE TERREBONNE TURNPIKE ROAD COMPANY.

Terrebonne, 16th May, 1874.

Public notice is hereby given that pursuant to the provisions of the act 25 Victoria, chapter 76, and the act of 1874 amending it, I have filed in the office of the honorable Commissioner of Crown Lands, at Quebec, on yesterday, the plans and books of reference of that part of the Terrebonne turnpike road, which runs from the town of Terrebonne to that of Joliette, to be certified and transmitted according to law.

J. C. AUGER,  
Secretary T. T. R. C.

1998

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1460.

Dame Alexandrina J. M. N. Huerta, Plaintiff ; vs.  
Ciro Pizzotti, Defendant.

Notice is hereby given that an action " en séparation de biens," has been instituted by the said Plaintiff, against the Defendant, her husband.

J. C. HATTON,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 29th April, 1874. 1824

Province of Quebec, }  
District of Saint-François. } *In the Superior Court.*  
Ann Trainor, wife of William Armstrong, of the town of Sherbrooke, in the district of Saint-François, saddler, judicially authorised to sue and prosecute in this cause, Plaintiff ; vs. the said William Armstrong, Defendant.

Public notice is hereby given that the Plaintiff Ann Trainor, has instituted an action " en séparation de biens," against the Defendant.

FELTON & FELTON,  
Attorneys for Plaintiff.  
Sherbrooke, 5th May, 1874. 1850

#### LA BANQUE JACQUES-CARTIER.

Notice is hereby given that a dividend of four per cent. has been declared on the paid-up capital of La Banque Jacques-Cartier, for the current half-year, and will be payable at the bank, on and after the first day of June next. The transfer book will be closed from the 6th to the 30th May next, both days inclusive.

By order of the Board,  
H. COTTÉ, Cashier.  
Montreal, 27th April, 1874. 1744

Dame Honorine Emillienne Sorman, wife of Virgile Victorin Voisard, watchmaker, both residing heretofore at Paris, in France, and now of the city of Montreal, duly and judicially authorized to prosecute her rights and actions against her said husband, has instituted an action for separation of property against him, returnable in the superior court, at Montreal, on the first of May next (1874).

D. D. BONDY,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 15th April, 1874. 1634

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite par Edward Langley Bond, courtier, David Jamieson Craig, syndie officiel, John Carr Griffin, notaire, Orin S. Wood, écuyer, William J. M. Jones, marchand, Alexander W. Ogilvie, meunier, James Benning, encanteur, Joseph Barselou, encanteur, Emmanuel Haeusgen, manchonnier, Louis Guedinger, manchonnier, Hugh Taylor, avocat, Samuel E. Molson, écuyer, Owen McGarvey, tapissier, Gottlieb Reinhardt, brasseur, George Bishop, graveur, John W. Tempest, commis de banque, John Tempest, écuyer, James D. Gibb, marchand tailleur, George Moffatt, marchand, tous de la cité de Montréal, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en conseil pour obtenir des Lettres-Patentes, les constituant en corps politique et incorporé, en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, sous le nom de "The Huntingdon Peat Company," pour draguer, creuser et autrement pour obtenir de la tourbe, de la presser, de la faire sécher et de la préparer pour le chauffage et pour autres fins.

Les opérations de la dite compagnie seront poursuivies dans le canton de Godmanchester, dans le comté de Huntingdon, dans la cité de Montréal et ailleurs, dans la province de Québec; la principale place d'affaires, et le bureau principal sera dans la dite cité de Montréal.

Le montant du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres chacune.

Les dits Edward Langley Bond, Orin S. Wood, David Jamieson Craig, William J. M. Jones, John Carr Griffin et Alexander W. Ogilvie, tous sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

G. B. CRAMP,

Procureur des requérants.

Montréal, 29 avril, 1874.

1775 4

Provinces de Québec, } Cour Supérieure.  
District des Trois-Rivières. } No. 38.  
Dame Virginie Cinq-Mars, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, épouse de Louis Bergeron, cultivateur et commerçant, de la dite paroisse, dûment autorisée à ester en justice, à la poursuite de ses droits et actions, Demanderesse; vs. le dit Louis Bergeron, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, rapportable le vingtième jour de mai prochain.

GERVAIS & GERIN,

Procureur de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 25 avril 1874.

1787 4

District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.

Dame Marie Luce Elmina Moraud, du township de Tingwick, dans le district d'Arthabaska, a institué une action en séparation de biens contre son époux Elisée Toussignant dit Noël, du même lieu, notaire.

LAURIER & LAVERGNE,

Avocats de la Demanderesse.

Arthabaskaville, 18 avril 1874.

1619 5

Les soussignés, savoir: Eusèbe Pauzé, meunier, Jean-Baptiste Deslongchamps, entrepreneur, Charles Guillemot, gentilhomme, Ovide Bryen, cultivateur, Augustin Brisson, médecin, Louis Lavallée, rentier, Hilaire Hurteau, notaire, et membre de la chambre des communes, tous de la paroisse de Saint-Lin, dans le district de Joliette, donnent par les présentes avis, qu'ils ont l'intention de s'adresser à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, en conseil, pour obtenir en vertu de l'Acte d'incorporation des Compagnies à fonds social, des lettres-patentes pour que les soussignés et telles autres personnes qui pourront plus tard se joindre à elles, conformément à la loi, soient incorporées et constituées en un corps incorporé et politique sous le nom de "La Compagnie de la Brasserie de Saint-Lin."

Que l'effet de l'incorporation de la dite compagnie est de brasser et manufacturer de la bière, ale et porter pour en faire commerce en la dite paroisse de Saint-Lin et ailleurs.

Que la principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la dite paroisse de Saint-Lin.

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made by Edward Langley Bond, broker, David Jamieson Craig, official assignee, John Carr Griffin, notary, Orin S. Wood, esquire, William J. M. Jones, merchant, Alexander W. Ogilvie, miller, James Benning, auctioneer, Joseph Barselou, auctioneer, Emmanuel Haeusgen, furrier, Louis Guedinger, furrier, Hugh Taylor, advocate, Samuel E. Molson, esquire, Owen McGarvey, upholsterer, Gottlieb Reinhardt, brewer, George Bishop, engraver, John W. Tempest, bank clerk, John Tempest, esquire, James D. Gibb, merchant tailor, George Moffatt, merchant; all of the city of Montreal, to his Excellency the Lieutenant-Governor in council, for Letters Patent constituting them a body politic and corporate under the provisions of the "joint stock companies incorporation act," by the name "of the Huntingdon Peat Company" for the purpose of dridging, excavating and otherwise procuring peat, and pressing, drying and preparing the same for fuel and other purposes.

The operations of the said company to be carried on in the township of Godmanchester, in the county of Huntingdon, and in the city of Montreal and elsewhere in the province of Quebec, the head office and chief place of business to be in the said city of Montreal.

The amount of the capital stock to be twenty five thousand dollars; divided into two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The above named Edward Langley Bond, Orin S. Wood, David Jamieson Craig, William J. M. Jones, John Carr Griffin and Alexander W. Ogilvie, all of whom are subjects of Her Majesty, to be the first directors of the said company.

G. B. CRAMP,

Attorney for Applicants.

Montreal, 29th April, 1874.

1776

Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Three-Rivers. } No. 38.  
Dame Virginie Cinq-Mars, of the parish of Saint-François-Xavier de Batiscan, wife of Louis Bergeron, farmer and trader, of the said parish, duly authorized to appear in judicial proceedings, for the exercise of her legal rights, Plaintiff; vs. the said Louis Bergeron, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, returnable on the twentieth day of May next.

GERVAIS & GERIN,

Attorney for Plaintiff.

Three Rivers, 25th April, 1874.

1788

District of Arthabaska. } Superior Court.

Dame Marie Luce Elmina Moraud, of the township of Tingwick, in the district of Arthabaska, has instituted an action *en séparation de biens*, against her husband Elisée Toussignant dit Noël, of the same place, notary.

LAURIER & LAVERGNE,

Attorneys for Plaintiff.

Arthabaskaville, 18th April, 1874.

1620

The undersigned, to wit: Eusèbe Pauzé, mill wright, Jean-Baptiste Deslongchamps, contractor, Charles Guillemet, gentleman, Ovide Bryen, farmer, Augustin Brisson, physician, Louis Lavallée, rentier, Hilaire Hurteau, notary and member of the House of Commons, all of the parish of Saint-Lin, in the district of Joliette, hereby give notice that they intend applying to His Excellency the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, in council, to obtain pursuant to the joint stock companies incorporation act, letters patent to incorporate them and such other parties as may hereafter be associated with them, according to law, and constitute them a body politic and corporate under the name of Saint-Lin Brewing Company.

That the object for which incorporation is sought for the said company is the brewing and manufacturing beer, ale and porter, and to deal therein in the parish of Saint-Lin and elsewhere.

That the principal business place of the said company will be in the parish of Saint-Lin aforesaid.

Que le capital social de la dite compagnie est et sera de quarante mille piastres, divisé en quatre-vingts parts ou actions de cinq cents piastres chacune.

Que les premiers directeurs de la compagnie seront les soussignés.

EUSÈBE PAUZÉ, OVIDE BRIEN,  
DR. A. BRISSON, LOUIS LAVALLÉE,  
J.-BTE. DESLONGCHAMPS, HILAIRE HURTEAU,  
CHS. GUILLEMET,  
Saint-Lin, 16 avril 1874. 1639 5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Flora Blacklock, de la cité et district de Montréal, épouse de John Crosbie, du même lieu, gentilhomme, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs. le dit John Crosbie, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, contre le défendeur, le quinzième jour d'avril courant.

LEO. H. DAVIDSON,  
Procureur de la Demanderesse.  
Montréal, 18 avril 1874. 1699 5

Avis est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par John Lovell, éditeur, Sydney Bellingham, écuyer, George B. Burland, lithographe, William C. Smillie, graveur, William Glendinneng, marchand, Robert Miller, libraire, Robert K. Lovell, éditeur, John W. Lovell, éditeur, Charles Garth, manufacturier, William Kennedy, gentilhomme, et Thomas L. McConkey, importateur, tous de la cité de Montréal, dans la puissance du Canada, pour obtenir des lettres-patentes en vertu de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, incorporant eux et autres sous le nom de "The Lovell printing and publishing company," (en commandite.)

L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire des affaires d'impressions, de publications et de manufactures.

Les opérations de la compagnie seront poursuivies à Montréal et ailleurs; le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Le montant du fonds social sera de trois cent mille piastres.

Le nombre d'actions sera de trois mille; le montant de chaque action sera de cent piastres.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits John Lovell, Sydney Bellingham, George B. Burland, William C. Smillie, William Glendinneng, Robert Miller, Robert K. Lovell et John W. Lovell, tous résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

Montréal, 23 avril 1874. 1721 5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dame Sarah Jane Moore, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Isaac Boanson Davidson, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice pour l'effet de la présente action,

Demanderesse.  
Contre le dit Isaac Boanson Davidson, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur, son mari.

MONK, BUTLER & CRUICKSHANK,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 15 avril 1874. 1653 5

Canada, }  
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
District de Montréal. } 1874.

Dame Jane Brasier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Henry Culverhouse, ci-devant de Toronto, et maintenant absent de la Puissance du Canada,

vs.  
Le dit Henry Culverhouse, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la Demanderesse contre le Défendeur.

DUHAMEL & RINFRET,  
Avts. de la Demanderesse.  
Montréal, 10 mars 1874. 1691 5

That the capital stock of the said company is and will be forty thousand dollars, divided into eighty shares of five hundred dollars each.

That the first directors of the said company will be the undersigned.

EUSÈBE PAUZÉ, OVIDE BRIEN,  
DR. A. BRISSON, LOUIS LAVALLÉE,  
J.-BTE. DESLONGCHAMPS, HILAIRE HURTEAU,  
CHS. GUILLEMET,  
Saint-Lin, 16th April, 1874. 1640

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

Dame Flora Blacklock, of the city and district of Montreal, wife of John Crosbie, of the same place, gentleman, and duly authorized ester en justice, Plaintiff, vs. the said John Crosbie, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 15th day of April instant.

LEO. H. DAVIDSON,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 18th April, 1874. 1700

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor by John Lovell, publisher, Sydney Bellingham, Esquire, George B. Burland, lithographer, William Smillie, engraver, William Glendinneng, merchant, Robert Miller, stationer, Robert K. Lovell, publisher, John W. Lovell, publisher, Charles Garth, manufacturer, William Kennedy, gentleman, and Thomas McConkey, importer, all of the city of Montreal in the Dominion of Canada, for letters-patent under the "joint stock companies incorporation act," to incorporate them and others under the corporate name of "The Lovell printing and publishing company," (limited.)

The object for which incorporation is sought is the carrying on the business of printing, publishing and manufacturing.

The operations of the company are to be carried on at Montreal and elsewhere, with the chief office of the company in the city of Montreal.

The amount of capital stock is to be three hundred thousand dollars.

The number of shares is to be three thousand; and the amount of each share is to be one hundred dollars.

The first directors of the company are to be the said John Lovell, Sydney Bellingham, George B. Burland, William C. Smillie, William Glendinneng, Robert Miller, Robert K. Lovell, and John W. Lovell, all of whom are resident in Canada and subjects of Her Majesty.

Montréal, 23rd April, 1874. 1722

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

Dame Sarah Jane Moore, of the city and district of Montreal, wife separated as to property from Isaac Boanson Davidson, of the same place, trader, duly authorized à ester en justice for the purposes of this action,

Plaintiff.  
Against the said Isaac Boanson Davidson, Défendeur.

An action for separation from bed and board has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant, her husband.

MONK, BUTLER & CRUICKSHANK,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 15th April, 1874. 1654

Canada, }  
Province of Québec, } Superior Court.  
District of Montréal. } 1874.

Dame Jane Brasier, of the city and district of Montreal, wife of Henry Culverhouse, heretofore of Toronto, and now absent from the Dominion of Canada,

vs.  
The said Henry Culverhouse, Défendeur.  
An action for separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the Defendant in this cause.

DUHAMEL & RINFRET,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 10th March, 1874. 1692

Canada,  
Province of Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No. 1293.

Dame Odile Archambault, de la cité et district de Montréal, épouse de Amédée Parent, charretier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Amédée Parent, Défendeur :  
Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause par la demanderesse contre le défendeur.

DUHAMEL & RINFRET,  
Avocats de la Demanderesse.

Montréal, 18 avril 1874. 1693 5

Canada,  
Province of Québec. } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 1293.

Dame Odile Archambault, of the city and district of Montreal, wife of Amédée Parent, carter, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Amédée Parent, Defendant :  
An action for separation as to property has been instituted this day by the plaintiff, against the defendant in this cause.

DUHAMEL & RINFRET,  
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 18th April, 1874. 1694

### Avis de Faillite.

#### ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Elzéar Hardy, pour lui-même et comme membre de la société Hardy & Boisvert, des Trois-Rivières, failli.

Je, soussigné, R. Henry Wurtele, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et une assemblée des créanciers sera tenue à mon bureau, rue Saint-Pierre, Québec, vendredi, le dix-neuvième jour de juin prochain, à onze heures A. M., pour l'examen public du failli et pour le règlement des affaires en général.

R. HENRY WURTELE,  
Syndic officiel.

Québec, 15 mai 1874. 2015

#### ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire d'Anthime Mallette, boucher et commerçant, de la paroisse et district de Montréal, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et ses créanciers sont requis de se réunir à son domicile, au Côteau Saint-Louis, dans la paroisse et district susdits, sur la rue Saint-Laurent, en face de l'église catholique, lundi, le premier jour de juin prochain, à dix heures A. M., pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

CHS. ALB. VILBON,  
Syndic provisoire.

Village Saint-Jean-Baptiste, 12 mai 1874.  
No. 155, rue Saint-Laurent. 2025

#### ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Trois-Rivières. }

Dans l'affaire de Firmin Carette, de la cité de Trois-Rivières, commerçant, failli.

Le deux juillet prochain, le failli demandera à la dite cour sa décharge.

FIRMIN CARETTE,  
Par GERVAIS & GERIN,  
Ses procureurs *ad litem*.

Trois-Rivières, 18 mai 1874. 2027

Canada,  
Province of Québec, } *Dans la Cour Supérieure,*  
District of Montreal. } *Montréal.*  
No. 341.

Dans l'affaire de John McCarville, marchand de marchandises sèches, de la cité de Montréal, ci-devant y faisant affaires comme tel sous les nom et raison de J. A. McCarville et Cie., failli.

Le sousigné a déposé au bureau de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et samedi, le vingt-septième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

JOHN A. MCCARVILLE,  
Par J. et W. A. BATES,  
Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 20 mai 1874. 2043

### Bankrupt Notices.

#### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Elzéar Hardy, for self and as a member of the firm of Hardy & Boisvert, of Three Rivers, an Insolvent.

I, the undersigned, R. Henry Wurtele, of Quebec, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month, and a meeting of creditors will be held at my office, Saint-Peter street, Québec, on Friday, the nineteenth day of June next, at eleven o'clock A. M., for the public examination of the Insolvent and the ordering of affairs generally.

R. HENRY WURTELE,  
Official Assignee.

Quebec, 15th May, 1874. 2016

#### INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Anthime Mallette, of the parish and district of Montreal, butcher and trader, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at his domicile, in the Côteau Saint-Louis, in the parish and district aforesaid, on Saint-Lawrence street, facing the catholic church, on Monday, the first day of June next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

CHS. ALB. VILBON,  
Interim Assignee.

Village Saint-Jean-Baptiste, 12th May, 1874.  
No. 155, Saint-Lawrence street. 2026

#### INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Three Rivers. }

In the matter of Firmin Carette, of the city of Three Rivers, trader, an Insolvent.

On the second day of July next, the insolvent will apply to the said court for his discharge.

FIRMIN CARETTE,  
By GERVAIS & GERIN,  
His Attorneys *ad litem*.

Three Rivers, 18th May, 1874. 2028

Canada,  
Province of Québec, } *In the Superior Court,*  
District of Montreal. } *Montréal.*  
No. 341.

In the matter of John A. McCarville, of the city of Montreal, dry goods merchant, heretofore doing business there as such under the name style, and firm of J. A. McCarville & Co., an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of the said court a consent by his creditors to his discharge, and on Saturday, the twenty-seventh day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JOHN A. MCCARVILLE,  
By J. & W. A. BATES,  
His Attorneys *ad litem*.

Montreal, 20th May, 1874. 2044

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
District de Montréal.

Dans l'affaire de William H. Coddington, failli.  
Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un consentement par ses créanciers à sa décharge, et mercredi, le vingt-quatrième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour une ratification de la décharge par là effectuée.

WILLIAM H. CODDINGTON.

Par ses procureurs *ad litem*,  
ABBOTT, TAIT & WOTHESPOON.  
Montréal, 16 mai 1874. 2051

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } Cour Supérieure.  
District de Montréal.

Dans l'affaire de John White, failli.  
Jeudi, le vingt-cinquième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge, en vertu du dit acte.

JOHN WHITE, 2053

Montréal, 20 mai 1874.

## ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS

Dans l'affaire de C. Dorwin et Cie., de la cité et district de Montréal, faillis.

Une seconde feuille de dividende a été préparée, ouverte à objection jusqu'au huitième jour de juin 1874. Après quoi des dividendes seront payés.

T. S. BROWN,  
Syndic. 2055

Montréal, 20 mai, 1874.

## ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de William Johnson, de la cité et district de Montréal, manufacturier de machines d'agriculture et commerçant, failli.

Une troisième feuille de dividende a été préparée, ouverte aux oppositions jusqu'au huitième jour de juin 1874, après quel des dividendes seront payés.

T. S. BROWN,  
Syndic. 2057

Montréal, 20 mai 1874.

## ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Elie Lamontais, tenant maison de pension, de la cité de Montréal, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir au Palais de Justice, dans la salle réservée pour les affaires de faillite, mercredi, le troisième jour de juin A. D. 1874, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

A. B. STEWART,  
Syndic provisoire 2059

Montréal, 18 mai 1874.

## ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de J. W. Benson, faisant commerce à Montréal, sous les nom et raison de J. W. Benson & Cie., failli.

Un premier et dernier bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au huitième jour de juin prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

A. B. STEWART,  
Syndic officiel. 2061

Montréal, 22 mai 1874.

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } Dans la Cour Supérieure.  
District de Montréal.

Dans l'affaire de Grégoire Clément, failli.  
Jeudi, le vingt-cinquième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

GRÉGOIRE CLÉMENT.  
Par A. W. GRENIER,  
Son procureur *ad litem*. 2053

Montréal, 20 mai 1874.

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } In the Superior Court.  
District of Montreal.

In the matter of William H. Coddington, an Insolvent. The undersigned has filed in the office of this court a consent by his creditors to his discharge, and on Wednesday, the twenty-fourth day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

WILLIAM H. CODDINGTON.

By his Attorneys *ad litem*,  
ABBOTT, TAIT & WOTHERSPOON.  
Montreal, 16th May, 1874. 2052

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } Superior Court.  
District of Montreal.

In the matter of John White, an Insolvent. On Thursday, the twenty-fifth day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge, under said act.

JOHN WHITE, 2054

Montreal, 20th May, 1874.

## INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of C. Dorwin & Co., of the city and district of Montreal, Insolvents.

A second dividend sheet has been prepared, open to objection until the eighth day of June, 1874, after which, dividends will be paid.

T. S. BROWN,  
Assignee. 2056

Montreal, 20th May, 1874.

## INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of William Johnson, of the city and district of Montreal, agricultural implements manufacturer and trader, an Insolvent.

A third dividend sheet has been prepared, open to objection until the eighth day of June, 1874, after which dividends will be paid.

T. S. BROWN,  
Assignee. 2058

Montreal, 20th May, 1874.

## INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Elie Lamontais, of the city of Montreal, boarding house keeper, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet at the Court House, in the room appropriated to proceedings in insolvency, on Wednesday, the third day of June A. D., 1874, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

A. B. STEWART,  
Interim Assignee. 2060

Montreal, 18th May, 1874.

## INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of J. W. Benson, trading at Montreal, under the name and firm of J. W. Benson & Co., an Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared, subject to objection until the eighth day of June next, after which dividend will be paid.

A. B. STEWART,  
Official Assignee. 2062

Montreal, 22nd May, 1874.

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } In the Superior Court.  
District of Montreal.

In the matter of Grégoire Clément, an Insolvent. On Thursday, the twenty-fifth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

GRÉGOIRE CLÉMENT.  
By A. W. GRENIER,  
His Attorney *ad litem*. 2064

Montreal, 20th May, 1874.

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-Hyacinthe. }  
Dans l'affaire de Aimé Kéroack, libraire, de Saint-Hyacinthe, P. Q., failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge, exécuté par ses créanciers, et le vingt-sept juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une ratification de la décharge par là effectuée.

M. A. KEROACK,  
Par SICOTTE & TELLIER,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Saint-Hyacinthe, 22 mai 1874. 2065

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

*In re* :—Auguste Dubuc, de Victoriaville, failli.  
Un premier et dernier bordereau de dividendes sur immeubles a été préparé en cette affaire, ouvert aux objections jusqu'au neuvième jour de juin prochain inclusivement, après lequel jour les dividendes seront payés.

G. E. MAYRAND,  
Syndic.  
Montréal, 20 mai 1874. 2067

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Thiburce Lafontaine de Saint-Stanislas de Batiscan, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour, un acte de composition et de décharge, exécuté par ses créanciers au nombre requis par la loi, et jeudi, le deuxième jour de juillet prochain, il fera application à cette cour pour obtenir une confirmation du dit acte de décharge.

THIBURCE LAFONTAINE.  
Par T. & C. C. de LORIMIER,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Trois-Rivières, 20 mai 1874. 2069

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Antoine Chrétien, de Saint-Paulin, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge, exécuté par ses créanciers au nombre requis par la loi, et jeudi, le deuxième jour de juillet prochain, il fera application à cette cour pour obtenir une confirmation du dit acte de décharge.

ANTOINE CHRETIEN.  
Par T. & C. C. de LORIMIER,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Trois-Rivières, 20 mai 1874. 2071

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de François Veillette, de Sainte-Geneviève de Bastican, failli.

Le failli a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge, exécuté par ses créanciers au nombre requis par la loi, et jeudi, le deuxième jour de juillet prochain, il fera application à cette cour pour obtenir une confirmation du dit acte de décharge.

FRANÇOIS VEILLETTE.  
Par T. & C. C. de LORIMIER,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Trois-Rivières, 20 mai 1874. 2073

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Joseph Dionne, de Saint-Denis et Pierre Dessaint, de Saint-Louis de Kamouraska, faisant affaires en société à Saint-Denis, dans le district de Kamouraska, sous les noms et raison de Dionne et Dessaint, faillis.

Un bordereau du premier dividende de la succession séparée de Pierre Dessaint, a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au 6ème jour de juin, après lequel jour le dividende sera payé.

JOS. HAMEL,  
Syndic.  
Québec, 21 mai 1874. 2077

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Saint-Hyacinthe. }  
In the matter of Aimé Kéroack, of Saint-Hyacinthe, P. Q., stationer, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge, executed by his creditors, and on the twenty-seventh of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

M. A. KEROACK,  
By SICOTTE & TELLIER,  
His Attorneys *ad litem*.  
Saint-Hyacinthe, 22nd May, 1874. 2066

## INSOLVENT ACT OF 1869.

*In re* :—Auguste Dubuc, of Victoriaville, an Insolvent.  
A first and final dividend sheet on moveables has been prepared in this matter, open to objection until the ninth day of June next inclusively, after which day the dividends will be paid.

G. E. MAYRAND,  
Assignee.  
Montreal, 20th May, 1874. 2068

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
District of Three-Rivers, } *Superior Court.*  
In the matter of Thiburce Lafontaine, of Saint-Stanislas de Batiscan, an Insolvent.

The undersigned has deposited in the office of this court, a deed of composition and of discharge, executed by his creditors in number has required by law, and on Thursday, the second day of July next, he will apply to this court to obtain a confirmation of the said deed of discharge.

THIBURCE LAFONTAINE.  
By T. & C. C. de LORIMIER,  
His Attorneys *ad litem*.  
Three-Rivers, 20th May, 1874. 2070

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
In the matter of Antoine Chrétien, of Saint Paulin, an Insolvent.

The undersigned has deposited in the office of this court a deed of composition and discharge, executed by his creditors in number as required by law, and on thursday, the second day of July next, he will apply to this court to obtain a confirmation of the said deed of discharge.

ANTOINE CHRETIEN.  
By T. & C. C. de LORIMIER,  
His Attorneys *ad litem*.  
Three Rivers, 20th May, 1874. 2072

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
In the matter of François Veillette, of Sainte-Geneviève de Batiscan, an Insolvent.

The undersigned has deposited in the office of this court a deed of composition and of discharge, executed by his creditors, in number as required by law, and on Thursday, the second day of July next, he will apply to this court to obtain a confirmation of the said deed of discharge.

FRANÇOIS VEILLETTE.  
By T. & C. C. de LORIMIER,  
His Attorneys *ad litem*.  
Three Rivers, 20th May, 1874. 2074

## INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Joseph Dionne of Saint Denis, and Pierre Dessaint, of Saint Louis de Kamouraska, carrying on business in copartnership, at Saint-Denis, in the district of Kamouraska, under the name, style and firm of Dionne and Dessaint, Insolvents.

A first dividend sheet of the separate estate of Pierre Dessaint, has been prepared, subject to objection until the 6th day of June, after which dividend will be paid.

JOS. HAMEL,  
Assignee.  
Québec, 21st May, 1874. 2078

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Dans la Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Alexander H. Lowden, personnellement et comme ayant fait affaires en société avec James R. Lowden, sous les nom et raison de "A. H. Lowden & Co.," failli.  
 Le vingt-deuxième jour de juin prochain le failli demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

ALEXANDER H. LOWDEN,  
 Par J. S. ARCHIBALD,  
 Son procureur *ad litem*.  
 Montréal, 8 mai 1874. 1901 2

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Dans la Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de James R. Lowden, personnellement et comme ayant fait affaires avec Alexander Lowden, en société, sous les nom et raison de A. H. Lowden & Co., failli.  
 Le vingt-deuxième jour de juin prochain, le failli demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

JAMES R. LOWDEN,  
 Par J. S. ARCHIBALD,  
 Son procureur *ad litem*.  
 Montréal, 8 mai 1874. 1903 2

## ACTE DE FAILLITE DE 1869, ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Sem Labrecque, navigateur et commerçant, de la paroisse de Lanoraie, failli.  
 Je, soussigné, Jean Octave Chalut, syndic officiel, de la ville de Berthier, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations entre mes mains, sous un mois, et de se réunir à mon bureau, en la dite ville de Berthier, vendredi, le douzième jour de juin prochain, à 10 heures A. M., pour l'examen du failli et le règlement des affaires de la faillite en général. Le failli est par le présent notifié d'assister à l'assemblée.

J. O. CHALUT,  
 Syndic.  
 Berthier, 9 mai 1874. 1909 2

## ACTE DE FAILLITE DE 1869, ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Elzéar Deroin, commerçant, de la paroisse de Saint-Barthélemy, failli.  
 Je, soussigné, Jean-Octave Chalut, syndic officiel, de la ville de Berthier, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations entre mes mains, sous un mois, et de se réunir à mon bureau, en la dite ville de Berthier, vendredi, le douzième jour de juin prochain, à 11 heures du matin, pour l'examen du failli et le règlement des affaires de la faillite en général. Le failli est par le présent notifié d'assister à l'assemblée.

J. O. CHALUT,  
 Syndic.  
 Berthier, 9 mai 1874. 1911 2

## ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Harris Greenburn, marchand tailleur, de Montréal, failli.  
 Je, soussigné, John Whyte, de la cité de Montréal, syndic officiel, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations sous un mois, et sont par le présent notifiés de s'assembler au bureau de MM. Whyte, Kerr & Lefebvre, au Merchants' Exchange Building, rue Saint-Sacrement, en la cité de Montréal, lundi, le quinzième jour de juin prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour l'examen du failli et pour le règlement des affaires en général.

JOHN WHYTE,  
 Syndic.  
 Montréal, 11 mai 1874. 1919 2

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de William Fletcher, failli.  
 Une assemblée des créanciers de la présente succession sera tenue au bureau du syndic, dans la cité de Montréal, jeudi, le 28e jour de mai A. D. 1874, à 11

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Alexander H. Lowden, personally and as having done business with James R. Lowden, in copartnership under the style and firm of "A. H. Lowden & Co.," an Insolvent.  
 On the twenty-second day of June next the insolvent will apply to the said court for his discharge under the said act.

ALEXANDER H. LOWDEN,  
 By J. S. ARCHIBALD,  
 His Attorney *ad litem*.  
 Montreal, 8th May, 1874. 1902

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of James R. Lowden, personally and as having done business with Alexander H. Lowden, in copartnership, under the style and firm of A. H. Lowden & Co., an Insolvent.  
 On the twenty-second day of June next, the insolvent will apply to the said court for his discharge under the said act.

JAMES R. LOWDEN,  
 By J. S. ARCHIBALD,  
 His Attorney *ad litem*.  
 Montreal, 8th May, 1874. 1904

## INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS.

In the matter of Sem Labrecque, of the parish of Lanoraie, navigator and trader, an Insolvent.  
 I, the undersigned, Jean Octave Chalut, official assignee, of the town of Berthier, have been appointed assignee in this matter. The creditors are notified to file their claims before me within one month, and are requested to meet at my office, Berthier aforesaid, on Friday, the twelfth day of June next, at ten o'clock in the forenoon, for the examination of the insolvent and for the ordering of the affairs of the estate in general. The insolvent is notified to attend.

J. O. CHALUT,  
 Assignee.  
 Berthier, 9th May, 1874. 1910

## INSOLVENT ACT OF 1869, AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Elzéar Deroin, of the parish of Saint-Barthélemy, trader, an Insolvent.  
 I, the undersigned, Jean-Octave Chalut, official assignee, of the town of Berthier, have been appointed assignee in this matter. The creditors are notified to file their claims before me within one month, and are requested to meet at my office, Berthier aforesaid, on Friday, the twelfth day of June next, at eleven o'clock in the forenoon, for the examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate in general. The insolvent is notified to attend.

J. O. CHALUT,  
 Assignee.  
 Berthier, 8th May, 1874. 1912

## INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS THERETO.

In the matter of Harris Greenburn, merchant tailor, of Montreal, an Insolvent.  
 I, the undersigned, John Whyte, of the city of Montreal, official assignee, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at the office of Messrs. Whyte, Kerr & Lefebvre, in Merchants' Exchange Building, Saint Sacrament street, in the city of Montreal, on Monday, the fifteenth day of June next, at 11 o'clock A. M., for the examination of the insolvent and for the ordering of the affairs of the estate generally.

JOHN WHYTE,  
 Assignee.  
 Montreal, 11th May, 1874. 1920

## INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of William Fletcher, an Insolvent.  
 A meeting of the creditors of this estate will be held at the office of the assignee, in the city of Montreal, on Thursday, the 28th day of May, A. D., 1874., at

heures A. M., pour l'examen public du failli et pour le règlement des affaires de la faillite en général. Le failli est notifié d'assister à la dite assemblée.

CHARLES BAILLIE,  
Syndic.

Daté à Montréal, ce 11e jour de mai A. D. 1874.  
2 1937

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de James H. E. Secretan, failli.  
Je, Charles J. S. Bacon, syndic officiel, de la ville de Sherbrooke, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont priés de produire entre mes mains leurs réclamations, sous un mois.

CHAS. J. S. BACON,  
Syndic.  
1933 2

Sherbrooke, 12 mai 1874.

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Alvin Vanvliet et de A. Vanvliet & fils, faillis.

Un dernier bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'à lundi, le premier jour de juin 1874, et payable un jour juridique suivant.

W. COOTE,  
Syndic.

Saint-Jean, Prov. de Québec, 11 mai 1874.  
1935 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de G. G. W. Ardouin, chimiste, de Hull, failli.

Le premier et dernier bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au 17 juin prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

H. L. LOUCKS,  
Syndic.  
1945 2

Hull, 13 mai, 1874.

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de John T. Jenkins, failli.  
Le failli a déposé dans mon bureau, un acte de composition et de décharge; et je donne par le présent avis, que si aucune opposition n'est faite entre mes mains, sous trois jours juridiques après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, j'agirai en vertu du dit acte suivant ses termes.

I. WOOD,  
Syndic officiel.  
1947 2

Stanstead, 12 mai 1874.

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada,  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Bedford. }  
Dans l'affaire de Pierre Lafontaine, de Adamsville, dans le canton de Farnham Est, dans le district de Bedford, failli.

Mercredi, le 17ème jour de juin prochain, le sousigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

P. LAFONTAINE,  
Par BUCHANAN & BAKER,  
Ses procureurs *ad litem*.

Nelsonville, P. Q., 12 mai 1874. 1939 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDMENTS.**

Canada,  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de John Hood Benson, faisant affaires dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison de J. H. Benson & Cie., failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un consentement de ses créanciers à sa décharge, et le vingt-troisième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

JOHN HOOD BENSON,  
Par ABBOTT, TAIT & WOTHERSPOON,  
Ses procureurs *ad litem*.

Montréal, 13 mai 1874. 1941 2

11 o'clock A. M., for the public examination of the insolvent and the ordering of the affairs of the estate generally. The insolvent is notified to attend said meeting.

CHARLES BAILLIE,  
Assignee.

Dated at Montreal, this 11th day of May, A. D., 1874.  
1938

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of James H. E. Secretan, an Insolvent. I, Charles J. S. Bacon, of the town of Sherbrooke, official assignee, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

CHAS. J. S. BACON,  
Assignee.  
1934

Sherbrooke, 12th May, 1874.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Alvin Vanvliet and of A. Vanvliet & son, Insolvents.

Final dividend sheet have been prepared subject to objection until Monday, the first day of June 1874, and will be payable one juridical day thereafter.

W. COOTE,  
Assignee.

Saint-John, Prov. of Quebec, 11th May 1874.  
1936

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of G. G. V. Ardouin, druggist, of Hull, an Insolvent.

The first and last dividend sheet has been prepared open to objection, until the 17th June next, after which dividend will be paid.

H. L. LOUCKS,  
Assignee.  
1946

Hull, 13th May, 1874.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of John T. Jenkins, an Insolvent. The insolvent having deposited with me, a deed of composition and discharge, I hereby give notice that if no opposition is filed with me within three juridical days from the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, I shall proceed to act in terms of said deed.

I. WOOD,  
Official Assignee.  
1948

Stanstead, 12th May, 1874.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada,  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Bedford. }  
In the matter of Pierre Lafontaine, of Adamsville, in the township of East Farnham, in the district of Bedford, an Insolvent

On Wednesday, the 17th day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under said act.

P. LAFONTAINE,  
Per BUCHANAN & BAKER,  
His Attorneys *ad litem*.

Nelsonville, P. Q., 12th May, 1874. 1940

**INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS.**

Canada,  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montréal. }  
In the matter of John Hood Benson, carrying on business in the city and district of Montréal, under the name and firm of J. H. Benson & Co., an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a consent by his creditors to his discharge, and on the twenty-third day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JOHN HOOD BENSON,  
By ABBOTT, TAIT & WOTHERSPOON,  
His Attorneys *ad litem*.

Montréal, 13th May, 1874. 1942

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMEN-  
DEMENTS.**

Dans l'affaire de Anna Mathilda Rice, commerçante et marchande publique, des cité et district de Montréal, épouse de John Maccroa, commerçant, du même lieu, faillie.

La faillie m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir au palais de justice, dans la salle réservée pour les affaires de faillite, mercredi, le vingt-septième jour de mai A. D., 1874, à onze heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic

A. B. STEWART,  
Syndic provisoire.

Montréal, 9 mai 1874. 1943 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District d'Outaouais. }

Dans l'affaire de Jean Bte. Laflamme, failli.

Le dix-neuf de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour, ou au juge de la dite cour, sa décharge en vertu du dit acte.

JEAN BAPTISTE LAFLAMME,  
Par L. W. P. COUTLEE,  
Son procureur *ad litem*.

Hull, 12 mai 1874. 1951 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District d'Iberville. }

*In re*: Henri Larocque, ci-devant commerçant, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, failli.

Le dix-huitième jour de juin prochain, le soussigné fera application à la dite cour pour sa décharge, en vertu du dit acte.

HENRI LAROCQUE,  
Par E. Z. PARADIS,  
Son procureur *ad litem*.

Saint-Jean, 15 mai 1874. 1953 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Iberville. }

*In re*: Dame Sophie Poutré, ci-devant commerçante, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse d'Alexandre Larocque, du même lieu, faillie.

Le dix-huitième jour de juin prochain, la dite Dame Sophie Poutré, dûment autorisée de son dit époux, fera application à la dite cour pour sa décharge en vertu du dit acte.

SOPHIE POUTRE,  
Par E. Z. PARADIS,  
Son procureur *ad litem*.

Saint-Jean 15 mai 1874. 1955 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Iberville. }

*In re*: Moïse Lafontaine, ci-devant commerçant, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le district d'Iberville, failli.

Le dix-huitième jour de juin prochain, le soussigné fera application à la dite cour pour sa décharge en vertu du dit acte.

MOISE LAFONTAINE,  
Par E. Z. PARADIS,  
Son procureur *ad litem*.

Saint-Jean, 15 mai 1874. 1957 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District d'Arthabaska. }

Dans l'affaire de Kirouac et Lepage, commerçants, de Warwick, faillis.

Lundi, le vingt-deuxième jour de juin prochain, les soussignés demanderont à la dite cour leur décharge en vertu du dit acte.

PIERRE KIROUAC,  
ONESIPHORE LEPAGE,  
Par M. J. A. POISSON,  
Leur procureur *ad litem*.

Arthabaskaville, 11 mai 1874. 1959 2

**INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS.**

In the matter of Anna Mathilda Rice, of the city and district of Montreal, trader, marchande publique, wife of John Maccroa, of the same place, trader, an Insolvent

The insolvent has made an assignment of her estate to me, and the creditors are notified to meet at the court house, in the room appropriated to proceedings in insolvency, on Wednesday, the twenty-seventh day of May, A. D., 1874, at the hour of eleven of the clock in the forenoon, to receive statements of her affairs and to appoint an assignee.

A. B. STEWART,  
Interim Assignee.

Montreal, 9th May, 1874. 1944

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Ottawa. }

In the matter of Jean Baptiste Laflamme, an Insolvent. On the nineteenth of June next, the undersigned will apply to the said court, or a judge thereof, for a discharge under said act.

JEAN BAPTISTE LAFLAMME,  
By L. W. P. COUTLEE,  
His Attorney *ad litem*.

Hull, 12th May, 1874. 1952

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Iberville. }

*In re*: Henri Larocque, heretofore trader, of the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, an Insolvent.

On the eighteenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge, under the said act

HENRI LAROCQUE,  
By E. Z. PARADIS,  
His Attorney *ad litem*.

Saint-Johns, 15th May, 1874. 1954

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Iberville. }

*In re*: Dame Sophie Poutré, heretofore trader, of the town of Saint-Johns, in the district of Iberville, wife of Alexander Larocque, of the same place, an Insolvent.

On the eighteenth day of June next, the said Dame Sophie Poutré, duly authorised by her said husband, will apply to the said court for her discharge under the said act.

SOPHIE POUTRE,  
By E. Z. PARADIS,  
Her Attorney *ad litem*.

Saint-Johns, 15th May, 1874. 1956

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Iberville. }

*In re*: Moïse Lafontaine, heretofore trader, of the parish of Saint Bernard of Lacolle, in the district of Iberville, an Insolvent.

On the eighteenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

MOISE LAFONTAINE,  
By E. Z. PARADIS,  
His Attorney *ad litem*.

Saint Johns, 15th May, 1874. 1958

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, } *Superior Court.*  
District of Arthabaska. }

In the matter of Kirouac and Lepage, traders, of Warwick, Insolvents.

On Monday, the twenty-second day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

PIERRE KIROUAC,  
ONESIPHORE LEPAGE,  
Per M. J. A. POISSON,  
Their Attorney *ad litem*.

Arthabaskaville, 11th May, 1874. 1960

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Antoine Lambert, fils, de Horton,  
 failli.

Lundi, le vingt-deuxième jour de juin prochain, le  
 soussigné demandera à la dite cour sa décharge en  
 vertu du dit acte.

ANTOINE LAMBERT, fils,  
 Par M. J. A. POISSON,  
 Son procureur *ad litem.*

Arthabaskaville, 11 mai 1874. 1961 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec. }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Modeste Beaudet, de Warwick, failli.

Lundi, le vingt-deuxième jour de juin prochain, le  
 soussigné demandera à la dite cour sa décharge en  
 vertu du dit acte.

MODESTE BEAUDET,  
 Par M. J. A. POISSON,  
 Son procureur *ad litem.*

Arthabaskaville, 11 mai 1874. 1963 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Pierre Paquette, failli.  
 Je soussigné, George Hyacinthe Dumesnil, de la cité  
 de Montréal, ai été nommé syndic dans cette affaire.  
 Les créanciers sont requis de produire leurs réclama-  
 tions à mon bureau, No. 212, rue Notre-Dame, sous  
 un mois, et sont aussi par le présent notifiés de s'y  
 réunir le 8ème jour de juin prochain, à 3 heures P. M.,  
 pour l'examen du failli et l'arrangement des affaires  
 de la faillite en général. Le failli est par le présent  
 notifié d'assister à la dite assemblée.

G. H. DUMESNIL,  
 Syndic officiel.

Montréal, 30 avril 1874. 1967 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Michael Callen, de la cité de Montréal,  
 marchand-tailleur, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, ses créan-  
 ciers sont notifiés de s'assembler à sa place d'affaires,  
 No. 144, rue Saint-Joseph, Montréal, le 25 mai courant,  
 à 10 heures A. M., pour prendre communication de  
 l'état de ses affaires et nommer un syndic.

G. H. DUMESNIL,  
 Syndic provisoire.

Montréal, 8 mai 1874. 1969 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Patrick Quinn, failli.  
 Je, soussigné, George Hyacinthe Dumesnil, de la  
 cité de Montréal, ai été nommé syndic dans cette af-  
 faire. Les créanciers sont requis de produire leurs  
 réclamations à mon bureau, sous un mois.

G. H. DUMESNIL,  
 Syndic officiel.

Montréal, 12 mai 1874.  
 212, rue Notre-Dame. 1965 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Jean Bte. Avila Richard et Henri  
 St. Pierre, tous deux de la cité de Montréal, mar-  
 chands, tant individuellement que comme faisant  
 affaires en société sous le nom de « Richard & St.  
 Pierre », faillis.

Les faillis m'ayant fait une cession de leurs biens,  
 leurs créanciers sont notifiés de s'assembler à leur  
 place d'affaires, No. 310, rue Sainte-Catherine, à  
 Montréal, le 30ème jour de mai courant, à onze heures  
 de l'avant-midi, afin de prendre communication de  
 l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

G. H. DUMESNIL,  
 Syndic provisoire.

Montréal, 13 mai 1874. 1971 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Marie-Anne Marcil, de la cité de  
 Montréal, commerçante, épouse séparée judiciai-  
 rement de biens d'avec Louis Richard, boulanger,  
 du même lieu, et de lui bien et dûment autorisée à

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 In the matter of Antoine Lambert, jr., of Horton, an  
 Insolvent.

On Monday the twenty-second day of June next,  
 the undersigned will apply to the said court for a  
 discharge under the said act.

ANT. LAMBERT, jr.,  
 Per M. J. A. POISSON,  
 His Attorney *ad litem.*

Arthabaskaville, 11th May, 1874. 1962

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 In the matter of Modeste Beaudet, trader, of Warwick,  
 an Insolvent.

On Monday, the twenty-second day of June next,  
 the undersigned will apply to the said court for his  
 discharge under the said act.

MODESTE BEAUDET,  
 Per M. J. A. POISSON,  
 His Attorney *ad litem.*

Arthabaskaville, 11th May, 1874. 1964

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Pierre Paquette, an Insolvent.  
 I, the undersigned, George Hyacinthe Dumesnil, of  
 the city of Montreal, have been appointed assignee in  
 this matter. Creditors are requested to file their  
 claims, before me within one month, and are hereby  
 notified to meet at my office, No. 212, Notre-Dame  
 street, on the 8th day of June next, at 3 o'clock P. M.,  
 for the examination of the insolvent and for the order-  
 ing of the affairs of the estate generally. The insolvent  
 is hereby notified to attend said meeting.

G. H. DUMESNIL,  
 Official Assignee.

Montreal, 30th April, 1874. 1968

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Michael Callen, of the city of Mon-  
 treal, merchant tailor, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate  
 to me, and the creditors are notified to meet at his  
 business place, No. 144, Saint Joseph street, Montreal,  
 on the 25th day of May instant, at 10 o'clock A. M.,  
 to receive statements of his affairs and to appoint an  
 assignee.

G. H. DUMESNIL,  
 Interim Assignee.

Montreal, 8th May, 1874. 1970

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Patrick Quinn, an Insolvent.  
 I, the undersigned, George Hyacinthe Dumesnil, of  
 the city of Montreal, have been appointed assignee in  
 this matter. Creditors are requested to file their  
 claims before me, within one month.

G. H. DUMESNIL,  
 Official Assignee.

Montreal, 12th May, 1874.  
 212, Notre-Dame street. 1966

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Jean Bte. Avila Richard et Henri St.  
 Pierre, both of the city of Montreal, merchants, as  
 well individually as doing business in partnership  
 under the name of « Richard & St. Pierre », Insol-  
 vents.

The insolvents have made an assignment of their  
 estate to me, and the creditors are notified to meet at  
 their place of business, No. 310, Sainte Catherine  
 street, Montreal, on the 30th day of May instant, at  
 eleven o'clock A. M., to receive statements of their  
 affairs and to appoint an assignee.

G. H. DUMESNIL,  
 Interim Assignee.

Montreal, 13th May, 1874. 1972

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Marie Ann Marcil, of the city of  
 Montreal, trader, wife judicially separated as to  
 property from her husband Louis Richard, of the  
 same place, baker, and by her said husband duly

l'effet qui suit, et faisant affaires en la dite cité sous le nom de A. M. Richard, failli.

La faillite n'ayant fait une cession de ses biens, ses créanciers sont notifiés de s'assembler à sa place d'affaires, en la cité de Montréal, le 29e jour de mai courant, à dix heures A. M., afin de prendre communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

G. H. DUMESNIL,  
Syndic provisoire.

Montréal, 13 mai 1874. 1973 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Samuel Bouchard, du Bic, failli

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à la place d'affaires du failli, lundi, le premier jour de juin prochain, à 11 heures de l'avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires, et nommer un syndic.

WM. BUTCHART,  
Syndic provisoire.

Rimouski, 12 mai 1874. 1981 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDMENTS.**

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Rudolphus L. Harvey, commerçant, tant individuellement en son nom propre que comme un des membres de la société commerciale de R. L. Harvey & Cie., failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour, un acte de composition et de décharge dûment exécuté par ses créanciers, et le dixième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une confirmation du dit acte de composition et de décharge.

RUDOLPHUS L. HARVEY,  
Par L. E. PANNETON,  
Son procureur *ad litem*.

Daté 30 avril 1874. 1831 3

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de A. Saint-Laurent, de Rimouski, failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et le treizième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

A. St. LAURENT,  
Par A. P. LETENDRE,  
Son procureur *ad litem*.

Rimouski, 5 mai 1874. 1833 3

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de William B. Colby, failli. Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par les créanciers, et samedi, le sixième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

WM. B. COLBY,  
Par TERRILL & TERRILL,  
Ses procureurs *ad litem*.

Stanstead Plain, 30 avril 1874. 1791 4

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, Province de Québec, District de Québec, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de John Ryan, de la cité de Québec, bouvier, failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge, consenti par ses créanciers, et lundi, le premier jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour obtenir une confirmation de la décharge effectuée en sa faveur.

JOHN RYAN,  
Par ANDREWS, CARON & ANDREWS,  
Ses procureurs *ad litem*.

Québec, 20 avril 1874. 1645 5

authorized, and doing business at Montreal under the name of A. M. Richard, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of her estate to me, and the creditors are notified to meet at her place of business, at Montreal, on the 29th day of May instant, at 10 o'clock A. M., to receive statements of her affairs and to appoint an assignee.

G. H. DUMESNIL,  
Interim Assignee.

Montreal, 13th May, 1874. 1974

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Samuel Bouchard, of Bic, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment to me, and the creditors are notified to meet at the insolvent's place of business, on Monday, the first day of June next, at 11 o'clock in the forenoon, to receive statements of his affairs and to appoint an assignee.

WM. BUTCHART,  
Interim Assignee.

Rimouski, 12th May, 1874. 1982

**INSOLVENT ACT OF 1869, AND AMENDMENTS.**

Canada, Province of Quebec, District of Saint-Francois, } *In the Superior Court.*

In the matter of Rudolphus L. Harvey, trader, as well individually in his own name, as a member of the firm of R. L. Harvey & Co., an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge duly executed by his creditors, and on the tenth day of June next, he will apply to this court for a confirmation of the said deed of composition and discharge.

RUDOLPHUS L. HARVEY,  
Par L. E. PANNETON,  
His Attorney *ad litem*.

Dated 30th April, 1874. 1832

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, } *In the Superior Court.*

In the matter of A. Saint-Laurent, of Rimouski, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on the thirteenth day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

A. St. LAURENT,  
Per A. P. LETENDRE,  
His Attorney *ad litem*.

Rimouski, 5th May, 1874. 1834

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, Province of Quebec, District of Saint-Francois, } *In the Superior Court.*

In the matter of William B. Colby, an Insolvent. The undersigned has filed in the office of this court, a deed of composition and discharge executed by creditors, and on Saturday, the sixth day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

WM. B. COLBY,  
By TERRILL & TERRILL,  
His Attorneys *ad litem*.

Stanstead Plain, 30th April, 1874. 1792

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, } *In the Superior Court.*

In the matter of John Ryan, of the city of Quebec, drover, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on Monday, the first day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JOHN RYAN,  
By ANDREWS, CARON & ANDREWS,  
His Attorneys *ad litem*.

Quebec, 20th April, 1874. 1646

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal.

*In re:* William P. O'Brien, failli.  
Mercredi, le dix-sept juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

WILLIAM P. O'BRIEN,  
Par J. B. DOUTRE,  
Son procureur *ad litem*.

Montréal, 27 avril 1874. 1745 4

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Shambier & Guimond, faillis.  
Le neuvième jour de juin prochain, les soussignés demanderont à la dite cour leur décharge en vertu du dit acte.

SHAMBIER & GUIMOND,  
Par LAURIER & LAVERGNE,  
Leurs procureurs *ad litem*.

Sherbrooke, 28 avril 1874. 1747 4

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Salomé Picard, faillie.  
Le dixième jour de juin prochain, la soussignée demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

SALOMÉE PICARD,  
Par L. A. SEERS,  
Son procureur *ad litem*.

Beauharnois, 27 avril 1874. 1761 4

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province et District } *Cour Supérieure.*  
de Québec.

Dans l'affaire de Pierre Arsène Isaure Bilodeau, de Lévis, failli.  
Mardi, le deuxième jour de juin prochain, le failli demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

W. J. MILLER,  
Son procureur *ad litem*

4 1637

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec.

No. 23.  
Dans l'affaire de François Curodeau, fils, failli.  
Le premier jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

FRANÇOIS CURODEAU, FILS,  
Par MACKAY & TURCOTTE,  
Ses procureurs *ad litem*.

Québec, 23 avril 1874. 1697 5

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal.

Dans l'affaire de Bonneville et Gariépy, de la cité de Montréal, district de Montréal, commerçants, faillis.  
Le vingt-septième jour de mai prochain, les soussignés s'adresseront à cette cour pour leur décharge en vertu de cet acte.

SYLVESTRE BONNEVILLE,  
ALFRED GARIEPY,  
Par DUAMEL & RINFRET,  
Leurs procureurs *ad litem*

Montréal, 22 avril 1874. 1689 5

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec.

No. 257.  
Dans l'affaire de Dumontier & Godbout, du village Bienville, comté de Lévis, faillis.  
Le deuxième jour de juin prochain, Louis Dumontier, le soussigné et l'un des faillis en cette cause, de-

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal

In the matter of William P. O'Brien, an Insolvent.  
On Wednesday, the seventeenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

WILLIAM P. O'BRIEN,  
By J. B. DOUTRE,  
His Attorney *ad litem*.

Montreal, 27th April, 1874. 1746

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, }  
District of Saint-François. } *Superior Court.*

In the matter of Shambier & Guimond, Insolvents.  
On the ninth day of June next, the undersigned will apply to this court for their discharge under the said act.

SHAMBIER & GUIMOND,  
By LAURIER & LAVERGNE,  
Their Attorneys *ad litem*.

Sherbrooke, 28th April, 1874. 1748

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. } *In the Superior Court.*

In the matter of Salomé Picard, an Insolvent.  
On the tenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

SALOMÉE PICARD,  
By L. A. SEERS,  
Her Attorney *ad litem*.

Beauharnois, 27th April, 1874. 1762

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province and District } *Superior Court.*  
of Québec.

In the matter of Pierre Arsène Isaure Bilodeau, of Lévis, an Insolvent.  
On Tuesday, the second day of June next, the said insolvent will apply to the said court for his discharge under the said act.

W. J. MILLER,  
His Attorneys *ad litem*.

1638

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec.

No. 23.  
In the matter of François Curodeau, fils, an Insolvent.  
On the first day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

FRANÇOIS CURODEAU, FILS,  
Per MACKAY & TURCOTTE,  
His Attorneys *ad litem*.

Quebec, 23rd April, 1874. 1698

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal.

In the matter of Bonneville and Gariépy, of the city of Montreal, district of Montreal, traders, Insolvents.  
On the twenty-seventh day of May next, the undersigned will apply to this court for their discharge under this act.

SYLVESTRE BONNEVILLE,  
ALFRED GARIEPY,  
By DUAMEL & RINFRET,  
Their Attorneys *ad litem*.

Montreal, 22nd April, 1874. 1690

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Quebec.

No. 257.  
In the matter of Dumontier & Godbout, Insolvents.  
On the second day of June next, Louis Dumontier, the undersigned and one of the insolvents, will apply

maidera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte, et ce tant en son nom individuellement que comme l'un des membres de la ci-devant société commerciale de Dumontier & Godbout.

LOUIS DUMONTIER,  
Par BELLEAU & DARVEAU,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Lévis, 10 avril 1874. 1485 6

ACTE DE FAILLITE DE 1869, ET SES AMENDEMENTS.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
Dans l'affaire de L. H. et A. Blouin, manufacturiers et commerçants de la cité de Montréal, district de Montréal, faillis.

Les soussignés ont déposé au greffe de cette cour un acte de composition et décharge, dûment exécuté par leurs créanciers, et le vingt-septième jour de mai prochain, ils s'adresseront à la dite cour pour obtenir une confirmation du dit acte de composition et décharge.

L. H. & A. BLOUIN,  
Par DUHAMEL & RINFRET.  
Leurs procureurs *ad litem*.  
Montréal, 22 avril 1874. 1687 5

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Rimouski. }

Dans l'affaire de Louis Honoré Gosselin, failli.  
Le onzième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

TALBOT ET TOUSIGNANT,  
Procureurs *ad litem* de L. H. Gosselin.  
Rimouski, 14 avril 1874. 1671 5

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
District d'Outaouais, } *Dans la Cour Supérieure*

Dans l'affaire d'Octave Latour, failli.  
Le vingt-deux de mai prochain, le soussigné demandera au juge de la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

OCTAVE LATOUR,  
Par L. W. P. COUTLEE,  
Son procureur *ad litem*.  
Hull, 18 avril 1874. 1519 6

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District d'Ottawa. }

Dans l'affaire de William Thimmens, demeurant dans le township de Hull, dans les comtés et district d'Ottawa, failli.  
Le treizième jour du mois de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour, ou au juge de la dite cour, sa décharge en vertu du dit acte.

WILLIAM THIMMENS,  
Par CHS. MARCIL,  
Son procureur *ad litem*.  
6 1471

ACTE DE FAILLITE DE 1869, ET SES AMENDEMENTS.

Province de Québec, }  
Canada, }  
District des Trois-Rivières, }  
Comté de Champlain. }

Dans l'affaire de Narcisse Grimard, commerçant, de la paroisse Sainte-Anne de La Pérade, failli.  
Je, Nazaire Gagnon, devenu syndic en cette affaire, notifie tous les créanciers du dit failli de me transmettre leur réclamation d'hui en un mois, en mon bureau, en la paroisse de Notre-Dame de la Visitation de Champlain. Ils sont aussi notifiés de s'assembler en la demeure du dit failli, en la paroisse de Sainte-Anne de La Pérade, mardi, le seizième jour du prochain mois de juin (1874), à deux heures de l'après-midi, pour l'arrangement des affaires du dit failli en général.

N. GAGNON,  
Syndic.  
Notre-Dame de la Visitation de Champlain, ce 13 mai 1874. 1983 2

to the said court for his discharge under the said act, as well individually in his own name as a member of the late firm Dumontier & Godbout.

LOUIS DUMONTIER,  
By BELLEAU & DARVEAU,  
His Attorney *ad litem*.  
Lévis, 10th April, 1874. 1486

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }  
In the matter of L. H. & A. Blouin, of the city and district of Montreal, manufacturers and traders, Insolvents.

The undersigned have filed in the office of this court a deed of composition and discharge duly executed by their creditors, and on the twenty-seventh day of may next, they will apply to this court for a confirmation of the said deed of composition and discharge.

L. H. & A. BLOUIN,  
By DUHAMEL & RINFRET.  
Their Attorneys *ad litem*.  
Montreal, 22nd April, 1874. 1688

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Rimouski. }

In the matter of Louis Honoré Gosselin, an Insolvent.  
On the eleventh day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

TALBOT & TOUSIGNANT,  
Attorneys *ad litem* of L. H. Gosselin.  
Rimouski, 14th April, 1874. 1672.

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *In the Superior Court.*

In the matter of Octave Latour, an Insolvent.  
On the twenty-second of May next, the undersigned will apply to the judge of the said court for a discharge under the said act.

OCTAVE LATOUR,  
By L. W. P. COUTLEE,  
His Attorney *ad litem*.  
Hull, 18th April, 1874. 1520

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Ottawa. }

In the matter of William Thimmens, residing in the township of Hull, in the county and district of Ottawa, an Insolvent.  
On the thirteenth day of June next, the undersigned will apply to the said court or a judge thereof for his discharge under the said act.

WILLIAM THIMMENS,  
By CHS. MARCIL,  
His Attorney *ad litem*.  
1472

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.

Province of Quebec, }  
Canada, }  
District of Three Rivers, }  
County of Champlain. }

In the matter of Narcisse Grimard, trader, of the parish of Sainte Anne de la Pérade, an Insolvent.  
I, Nazaire Gagnon, appointed assignee in this matter, notify all the creditors of the said insolvent to file their claims before me, within one month, in my office, in the parish of Notre-Dame de la Visitation de Champlain, and to meet at the residence of the said insolvent, in the parish of Sainte Anne de la Pérade, on Tuesday, the sixteenth day of June next (1874), at two o'clock in the afternoon, for the public examination of the insolvent, and for the ordering of the affairs of the estate generally.

N. GAGNON,  
Assignee.  
Notre Dame de la Visitation de Champlain, 13th May, 1874. 1984

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
*In re:—Michael Craig, commerçant, de Montréal, dit*  
*district, insolvable.*

Avis est par les présentes donné, que vendredi, le vingt-sept mai prochain, le dit Michael Craig, failli, fera application pour sa décharge suivant le dit acte devant la cour supérieure.

OUMET, ST. PIERRE & AUGÉ,  
Procureurs *ad litem* du dit insolvable.  
Montréal, 18 avril 1874. 1621 5

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Rimouski. }

Dans l'affaire de Jean Ferdinand Pelletier, failli.

Le onzième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

J. F. PELLETIER,  
TALBOT ET TOUSIGNANT,  
Procureurs *ad litem*.  
Rimouski, 1er mai 1874. 1871 3

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }

Dans l'affaire de Miron Buzzell, failli.

Mardi, le neuvième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

MIRON BUZZELL,  
Par J. W. MERRY,  
Son Procureur *ad litem*.  
Coaticook, 7 mai 1874. 1879 3

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District d'Ottawa. }

Dans l'affaire de Michel Larivière, demeurant dans le township de Hull, dans les comté et district d'Ottawa, failli.

Le seizième jour de juin prochain, le soussigné demandera au juge de la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

MICHEL LARIVIERE  
Par CHAMPAGNE & ROCHON,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Hull, 5 mai 1874. 1891 3

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. } *Failite.*

Dans l'affaire de James Young, jr., failli.

Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et mercredi, le dixième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

JAMES YOUNG, jr.,  
Par TERRILL & TERRILL,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Stanstead Plain, 4 mai 1874. 1895 3

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. } *Failite.*

Dans l'affaire de J. Thomas Jenkins, failli.  
Le soussigné a déposé au bureau de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers, et mercredi, le dixième jour de juin prochain, il s'adressera à la dite cour pour en obtenir une ratification de la décharge effectuée en sa faveur.

J. THOMAS JENKINS,  
Par TERRILL & TERRILL,  
Ses procureurs *ad litem*.  
Stanstead Plain, 4 mai 1874. 1897 3

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de William Elwin, failli.  
Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de s'assembler à sa place

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }

In the matter of Michael Craig, trader, of the city of Montreal, in said district, an Insolvent.

On Friday, the twenty-seventh day of May next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

OUMET, ST. PIERRE & AUGÉ,  
Attys. *ad litem* of the said Insolvent.  
Montreal, 18th April, 1874. 1622

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court*  
District of Rimouski. }

In the matter of Jean Ferdinand Pelletier, an Insolvent.

On the eleventh day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

J. F. PELLETIER,  
TALBOT & TOUSIGNANT,  
Attorneys *ad litem*.  
Rimouski, 1st May, 1874. 1872

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Saint-François. }

In the matter of Miron Buzzell, an Insolvent.

On Tuesday, the ninth day of June now next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

MIRON BUZZELL,  
By J. W. MERRY,  
His Attorney *ad litem*.  
Coaticook 7th May, 1874. 1880

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Ottawa. }

In the matter of Michel Larivière, residing in the township of Hull, in the county and district of Ottawa, an Insolvent.

On the sixteenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

MICHEL LARIVIERE,  
By CHAMPAGNE & ROCHON,  
His Attorneys *ad litem*.  
Hull, 5th May, 1874. 1892

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Saint-François. } *In Insolvency.*

In the matter of James Young, jr., an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on Wednesday, the tenth day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

JAMES YOUNG, jr.,  
By TERRILL & TERRILL,  
His Attorney *ad litem*.  
Stanstead Plain, 4th May, 1874. 1896

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Saint-François. } *In Insolvency.*

In the matter of J. Thomas Jenkins, an Insolvent.

The undersigned has filed in the office of this court a deed of composition and discharge executed by his creditors, and on Wednesday, the tenth day of June next, he will apply to the said court for a confirmation of the discharge thereby effected.

J. THOMAS JENKINS,  
By TERRILL & TERRILL,  
His Attorneys *ad litem*.  
Stanstead Plain, 4th May, 1874. 1898

## INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of William Elwin, an Insolvent.  
The insolvent has made an assignment of his estate to me, and the creditors are notified to meet in the

d'affaires, dans le canton de Durham, jeudi, le vingt-huitième jour de mai courant, à onze heures du matin, afin de recevoir un état de ses affaires et de nommer un syndic.

S. FRASER,  
Syndic provisoire.  
1987 2

L'Avenir, 12 mai 1874.

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Dans l'affaire de D. McCallum, brasseur, de Québec, failli.

Je, soussigné, Owen Murphy, syndic officiel, de Québec, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont notifiés de produire leurs réclamations entre mes mains sous un mois, et sont requis de se réunir au bureau du failli, rue Saint-Paul, mardi, le deuxième jour de juin prochain, à 2 heures P. M., pour l'examen public du failli, et pour le règlement des affaires de la faillite en général. Les faillis sont par le présent notifiés d'y assister.

OWEN MURPHY,  
Syndic.  
2011 2

Québec, 15 mai 1874.

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Godfroid Prefontaine, failli. Le vingt-deuxième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

GODFROID PREFONTAINE,  
Par LAURIER & LAVERGNE,  
Ses procureurs *ad litem.*

Arthabaskaville, 15 mai 1874. 1989 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Thomas Allard, failli. Le vingt-deuxième jour de juin prochain, le soussigné demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte.

THOMAS ALLARD,  
Par LAURIER et LAVERGNE,  
Ses procureurs *ad litem.*

Arthabaskaville, 15 mai 1874. 1991 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.**

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Lamoureux, failli. Le dix-huitième jour de juin prochain, le dit failli fera application à cette cour pour obtenir sa décharge en vertu du dit acte.

JOSEPH LAMOUREUX,  
Par J. E. ROBIDOUX,  
Son procureur *ad litem.*

Montréal, 12 mai, 1874. 1993 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Rosalie Archambault, commerçante, demeurant en la paroisse de Saint-Césaire, veuve de feu Jean-Baptiste Robinette, en son vivant boulanger, tant comme ayant été commune en biens avec feu son mari que comme légataire universelle des biens dépendant de la succession du dit feu J. B. Robinette, faillie.

La faillie m'ayant fait une cession de ses biens, ses créanciers sont notifiés de se réunir au lieu d'affaires de la faillie, en la demeure de Jean-Baptiste Moisan, au village de la paroisse de Saint-Césaire, lundi, le premier juin prochain, à dix heures avant-midi, pour recevoir un état de ses affaires et nommer un syndic.

G. A. GIGUERE,  
Syndic provisoire.

Saint-Césaire, 12 mai 1874. 1995 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Thomas J. Barrett et David Rae, tous deux des cité et district de Montréal, y faisant affaires comme encanteurs sous le nom de Barrett & Rae, comme tels associés et individuellement, faillis.

Les faillis m'ont fait une cession de leurs biens, et

township of Durham, at his place of business, on Thursday, the twenty-eighth day of May instant, at eleven o'clock in the forenoon, to receive statement of his affairs and to appoint an assignee.

S. FRASER,  
Interim Assignee.  
1988

L'Avenir, 12th May, 1874.

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS.**

In the matter of D. McCallum, brewer, of Québec, an Insolvent.

The undersigned, Owen Murphy, Official Assignee, of Québec, has been appointed assignee in this matter. The creditors are notified to file their claims before me within one month, and are requested to meet at the office of the Insolvent, Saint Paul street, on Tuesday, second day of June next, at 2 o'clock P. M., for the public examination of the Insolvent, and the ordering of the affairs of the estate generally. The Insolvent is hereby notified to attend said meeting.

OWEN MURPHY,  
Assignee.  
2012

Quebec, 15th May, 1874.

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, }  
District of Arthabaska, } *Superior Court.*

In the matter of Godfroid Prefontaine, an Insolvent. On the twenty-second day of June next, the undersigned will apply to this court for his discharge under the said act.

GODFROID PREFONTAINE,  
By LAURIER & LAVERGNE,  
His Attorneys *ad litem.*

Arthabaskaville, 15th May, 1874. 1990

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Québec, }  
District of Arthabaska, } *Superior Court.*

In the matter of Thomas Allard, an Insolvent. On the twenty-second day of June next, the undersigned will apply to this court for his discharge under the said act.

THOMAS ALLARD,  
By LAURIER & LAVERGNE,  
His Attorneys *ad litem.*

Arthabaskaville, 15th May, 1874. 1992

**INSOLVENT ACT OF 1869, AND ITS AMENDMENTS.**

Province of Québec, }  
District of Montréal, } *Superior Court.*

*In re*: Joseph Lamoureux, an Insolvent. On the eighteenth day of June next, the undersigned will apply to the said court for his discharge under the said act.

JOSEPH LAMOUREUX,  
Per J. E. ROBIDOUX,  
His Attorney *ad litem.*

Montréal, 12th May, 1874. 1994

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Rosalie Archambault, public trader, residing in the parish of Saint Césaire, widow of the late Jean-Baptiste Robinette, in his lifetime baker, both in her quality of *commune en biens* with her said husband, and also as universal legatee of the succession of the said late J. B. Robinette, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of her estate to me, and the creditors are notified to meet in the village of the parish of Saint Césaire, at her place of business, at the residence of Jean-Baptiste Moisan, on Monday, the first day of June next, at ten o'clock in the forenoon, to receive statements of her affairs and to appoint an assignee.

G. A. GIGUERE,  
Interim Assignee.

Saint Césaire, 12th May, 1874. 1996

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Thomas J. Barrett and David Rae, both of the city and district of Montréal, carrying on business there as auctioneers under the style and firm of Barrett & Rae, as such partners and as individuals, Insolvents.

The insolvents have made an assignment of their

les créanciers sont notifiés de se réunir à leur place d'affaires, No. 71, rue Saint-Jacques, Montréal, lundi, le premier jour de juin A. D. 1874, à trois heures de l'après-midi, pour recevoir un état de leurs affaires, et nommer un syndic.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic provisoire.

Montréal, 11 mai 1874. 2005 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Patrick Cassidy, cordonnier, de la cité de Montréal, failli.

Un bordereau des dividendes a été préparé, et ouvert aux oppositions jusqu'au 30 courant, après lequel jour les dividendes seront payés.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic officiel.

Montréal, 15 mai 1874. 2007 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Robert Taylor Routh, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu James Henry Henderson, en son vivant expéditeur, de la cité de Montréal, décédé, failli.

Un bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions, jusqu'au 30 du courant, après lequel jour les dividendes seront payés.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic officiel.

Montréal, 15 mars 1874. 2009 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Québec. }

Dans l'affaire de Barthe, Bourget & Cie., faillis. Le cinquième jour de juin prochain, Louis A. Paris Barthe, tant individuellement que comme associé de la dite société, demandera sa décharge à la dite cour, en vertu du dit acte.

CARON ET REMILLARD,  
Son procureur *ad litem.*

Québec, 30 avril 1874. 1799 3

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire d'Onézime Dorais, failli. Je, soussigné, D. A. St. Amour, de la ville de Beauharnois, ai été nommé syndic dans cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations devant moi dans le cours d'un mois.

D. A. ST. AMOUR,  
Syndic

Beauharnois, 8 mai 1874. 2003 2

**ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDMENTS.**

Dans l'affaire de Philip LeBoutillier, de Percé, dans le township de Percé, dans le comté et district de Gaspé, marchand, failli.

Un deuxième bordereau des dividendes a été préparé, et ouvert aux oppositions jusqu'au 25e jour de mai prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

CHARLES H. BURMAN,  
Syndic.

Barchois de MalBaie, 10 avril 1874. 1611 2

**Règle de Cour**

Province de Québec, } *Cour Supérieure—pour le Bas*  
District de Montréal. } *Canada.*

No. 1896.  
Le vingt-septième jour d'avril mil huit cent soixante et quatorze.

PRÉSENT :—l'honorable M. le Juge JOHNSON.  
Médard Brisson, bourgeois rentier, de la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville,

Demandeur ;

vs.

Moïse Lanctôt, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal,

Défendeur ;

estates to me, and the creditors are notified to meet at their place of business, No. 71, Saint-James street, in Montreal, on Monday, the first of June A. D., 1874, at three o'clock in the afternoon, to receive statements of their affairs and to appoint an assignee

DAVID J. CRAIG,  
Interim Assignee.

Montreal, 11th May, 1874. 2006

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Patrick Cassidy, of the city of Montreal, boot and shoemaker, an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared, and open to objection until 30th instant, after which dividend will be paid.

DAVID J. CRAIG,  
Official Assignee.

Montreal, 15th May, 1874. 2008

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Robert Taylor Routh, in his quality of curator to the vacant estate and succession of the late James Henry Henderson, in his lifetime of the city of Montreal, forwarder, deceased, an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared, open to objection until 30th instant, after which dividend will be paid.

DAVID J. CRAIG,  
Official Assignee.

Montreal, 15th March, 1874. 2010

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Québec. }

In the matter of Barthe, Bourget & Co., Insolvents. On the fifth day of June next, Louis A. Paris Barthe, as well individually as a member of the said firm, will apply to the said court, for his discharge under the said act.

CARON AND REMILLARD,  
His Attorney *ad litem.*

Quebec, 30th April, 1874. 1800

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Onézime Dorais, an Insolvent. I, the undersigned, D. A. St. Amour, of the town of Beauharnois, have been appointed assignee in this matter.

Creditors are requested to file their claims before me, within one month.

D. A. ST. AMOUR,  
Assignee.

Beauharnois, 8th May, 1874. 2004

**INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS**

In the matter of Philip LeBoutillier, of Percé, in the township of Percé, in the county and district of Gaspé, merchant, an Insolvent.

A second dividend sheet has been prepared, subject to objection until the 25th day of May next, after which dividends will be paid.

CHARLES H. BURMAN,  
Assignee.

Barchois of MalBay, 10th April, 1874. 1612

**Rule of Court.**

Province of Québec, } *Superior Court—For Lower*  
District of Montréal. } *Canada.*

No. 1896.  
The twenty seventh day of April, one thousand eight hundred and seventy four.

PRESENT :—The Honorable Mr. Justice JOHNSON.  
Médard Brisson, of the parish of Saint-Rémi, in the district of Iberville, bourgeois rentier,

Plaintiff ;

vs

Moïse Lanctôt, of the parish of Saint-Constant, in the district of Montreal, Yeoman,

Defendant ;

et  
Jean-Baptiste Defoy, notaire, de la paroisse de Saint-Constant, dans le dit district de Montréal.

Opposant.

La cour ordonne que, par un avis, dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Moïse Lanctôt, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

(De par la Cour.)

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,  
P. C. S.

2019

Canada, } Dans la Cour de Circuit,  
Province de Québec } siégeant à Montmagny.  
District de Montmagny. } No. 208.

Le 12<sup>e</sup> jour de mai 1874.

PRÉSENT :—L'honorable Juge Bossé.

Vital Morin, de Saint-François, comté et district de Montmagny, cultivateur,

Demandeur.

vs.

Denys Blanchet, de Saint-Pierre de la rivière du Sud, comté et district susdits, cultivateur,

Défendeur.

La cour ayant entendu le demandeur par M<sup>re</sup>. A. X. Talbot, son procureur, sur la motion du dit demandeur, pour appeler les créanciers du dit défendeur en cette cause, et vu l'affidavit qui accompagne la dite motion, ordonne qu'attendu que les biens meubles, effets mobiliers du dit dit défendeur ont été vendus en cette cause sur exécution, et que l'huissier chargé de l'exécution a fait son rapport; et attendu que deux oppositions de la part de Xavier Létourneau et Rosalie Laberge ont été produites, dans lesquelles l'insolvabilité et la déconfiture du dit défendeur sont spécialement alléguées, il soit, par un avis public donné deux fois dans les langues anglaise et française, dans la *Gazette Officielle* de la province de Québec, enjoint aux dits créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations sous quinze jours, à compter de la date de la première insertion du dit avis, le tout avec dépens.

(De par la cour.)

A. BENDER,  
G. C. C. M.

2021

Province de Québec, } Cour Supérieure—pour le Bas-  
District de Montréal. } Canada.

No. 1896.

Le vingt septième jour d'avril mil huit cent soixante et quatorze.

PRÉSENT :—L'honorable M. le juge JOHNSON.

François Benoit, bourgeois, ci-devant de la cité de Montréal, maintenant du village du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, Demandeur;

vs.

Moïse Lanctôt, cultivateur, de la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal,

Défendeur;

et

Divers Opposants.

La cour ordonne que, par un avis, dans les langues française et anglaise, à être publié deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, les créanciers du dit Moïse Lanctôt, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau à Montréal, du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de tel avis dans la dite gazette, accompagnées d'un état ou compte assermenté en conformité aux articles 603 et 604 du code de procédure civile.

(De par la cour.)

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,  
P. C. S.

2041

and  
Jean-Baptiste Defoy, of the parish of Saint-Constant, in the said district of Montreal, Notary.

Opposant :

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Moïse Lanctôt, the Defendant in this cause, who have not already fyled their claims, be now called upon to fyle them in this cause in the office, in Montréal, of the prothonotary of this court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with the 603rd and 604th article of the code of civil procedure.

(By the Court.)

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,  
P. S. C.

2020

Canada, } In the Circuit Court,  
Province of Quebec, } sitting at Montmagny.  
District of Montmagny, } No. 208.

The 12th day of May, 1874.

PRESENT :—The Honorable Mr. Justice Bossé.

Vital Morin, of Saint-François, county and district of Montmagny, farmer,

Plaintiff :

vs.

Denis Blanchet, of Saint-Pierre de la Rivière du Sud, county and district aforesaid, farmer,

Defendant :

The court having heard the plaintiff by M<sup>re</sup>. A. X. Talbot, his attorney, upon his motion to call in the creditors of the said defendant herein, and seeing the affidavit accompanying the said motion, orders, in as much as the movables and effects of the said defendant have been sold in this cause under an execution, and the bailiff bearer of the said execution has made his return, and two oppositions have been fyled by Xavier Létourneau and Rosalie Laberge, in which the insolvency and discomfiture of the said defendant are specially alleged, that, by a notice to be published twice in the english and french languages, in the *Official Gazette* for the province of Quebec, the creditors of the said defendant be notified to fyle their claims within fifteen days from the date of the first insertion of the said notice, the whole with costs.

(By the Court.)

A. BENDER,  
G. C. C. M.

2022

Province of Quebec, } Superior Court for Lower  
District of Montreal. } Canada.

No. 1896.

The twenty-seventh day of April, one thousand eight hundred and seventy four.

PRESENT :—The Honorable Mr. Justice JOHNSON.

François Benoit, Bourgeois, heretofore of the city of Montreal, now of the village of Sault au Recollet, in the district of Montreal, Plaintiff;

vs.

Moïse Lanctôt, of the parish of Saint-Constant, in the district of Montreal, yeoman,

Defendant ;

and

Divers Opposants.

The court doth order that, by a notice in the french and english languages to be inserted twice in the *Quebec Official Gazette*, the creditors of the said Moïse Lanctôt, the Defendant in this cause, who have not already fyled their claims, be now called upon to fyle them in this cause, in the office in Montréal, of the prothonotary of this court, within fifteen days of the date of the first insertion of such notice in the said Gazette, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with the 603rd and 604th articles of the code of civil procedure.

(By the Court.)

HUBERT, PAPINEAU & HONEY,  
P. S. C.

2042

## Ventes d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

### ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Hilaire Renaud, de la ville de Sherbrooke, failli.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les immeubles sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du Code de Procédure Civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées au bureau du syndic soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, à savoir:

Cette certaine étendue ou morceau de terre situé et étant dans la ville de Sherbrooke, dans cette partie d'icelle appelée Sherbrooke Sud, à la jonction ou coin des rues Chapelle et Joseph, borné et décrit comme suit: en front vers l'est par la dite rue Chapelle, au sud par la rue Joseph, au nord par la ligne sud de la bâtisse en briques appartenant à un nommé Beckett, et en arrière vers l'ouest à une distance pour se trouver à former une continuation de la ligne de la grange qui se trouve sur le terrain voisin appartenant à un nommé Beaman ou ses représentants, mesurant vers le sud ou rue Joseph quatre pieds ou environ, à l'ouest de la ligne de l'étable et remise à bois qui se trouvent sur le terrain présentement décrit, ainsi que le dit morceau de terre se trouve avec la grande bâtisse en briques dessus érigée, ci-devant connue comme la Boulangerie de Sherbrooke, et les autres bâtisses dessus construites. Et aussi un autre morceau ou étendue de terrain joignant la partie ci-dessus décrite, situé à la jonction ou coin de la rue du Marché et de la rue Joseph; borné à l'est par le terrain ci-dessus décrit, à l'ouest par la dite rue du Marché, au nord par une ligne tirée à trois pieds au sud de la grange ou étable qui se trouve sur la propriété appartenant ci-devant au nommé Beaman et maintenant la propriété de John B. Paddon, étant à une distance d'environ cinquante-trois pieds du côté nord de la rue Joseph, et au sud par la dite rue Joseph.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la dite ville de Sherbrooke, MERCREDI, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

G. E. MAYRAND,  
Syndic,  
6, rue Saint-Jacques.  
2075

Montréal, 20 mai 1874.  
[Première publication, 23 mai 1874]

### ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Jovite Provost, commerçant, du village de Boucherville, failli.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que l'immeuble ci-après mentionné avec ses dépendances sera vendu aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire ou afin de charge, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées entre les mains du soussigné, à son bureau, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps, dans les six jours après le jour de la vente, à savoir:

Un emplacement ou lopin de terre situé au village de Boucherville, ayant au trait quarré nord-ouest soixante et douze pieds de largeur, sur cinquante pieds de profondeur, et de là prenant encore soixante et douze pieds de largeur allant en rétrécissant jusqu'à vingt pieds de largeur au sud-est, sur un arpent de longueur, le tout plus ou moins, tenant par devant à une rue, François Lussier, Pierre Viger et autres, par

## Sales of Real Estate under Insolvent Acts.

### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Hilaire Renaud, of the town of Sherbrooke, an Insolvent.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-mentioned immovables will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of sale, to wit:

That certain tract or parcel of land situated and being in the town of Sherbrooke, in that part thereof called South Sherbrooke, at the junction or corner of Chapel and Joseph streets; bounded and described as follows, in front, towards the east, by said Chapel street, southerly by Joseph street, northerly by the southerly line of the brick building belonging to one Beckett, and in the rear, towards the west, such a distance as to be in continuation of the line of the barn on the adjoining land owned by one Beaman or his representatives, measuring towards the south or Joseph street, four feet or thereabout, westerly of the line of the stable and wood shed on the hereby described parcel of land, as said parcel of land is and extends with the large brick building thereon, heretofore known as the Sherbrooke bakery, and the out-buildings thereon erected. And also another parcel or tract of land adjoining the portion hereinbefore described, situated at the junction or corner of Market street and Joseph street; bounded easterly by the land hereinbefore described, westerly by said market street, northerly by a line drawn three feet southerly of the barn or stable on the property formerly owned by one Beaman, now owned by John B. Paddon, being distant about fifty-three feet from the northerly side of Joseph street, and southerly by said Joseph street.

To be sold, at the church door of the parish church in the said town of Sherbrooke, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

G. E. MAYRAND,  
Assignée.  
6, Saint James street.  
2076

Montreal, 20th May, 1874.  
[First published, 23rd May, 1874.]

### INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Jovite Provost, trader, of the village of Boucherville, an Insolvent.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned immovable, with its dependencies, will be sold at the time and place mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the day of the sale, to wit:

An emplacement or lot of land situate in the village of Boucherville, containing, at the *trait quarré*, north-west, seventy-two feet in width by fifty feet in depth, and thence taking seventy-two feet in width, narrowly diminishing to twenty feet in width at the south-east, by one arpent in depth, the whole more or less; bounded in front by one street, François Lussier, Pierre Viger *et al.*, in rear by the representative of

derrière au représentant de Louis René Chaussegros de Léry, écuyer, et à François Audet dit Lapointe, fils, d'un côté au dit représentant feu Louis René Chaussegros de Léry, écuyer, et de l'autre côté au dit François Audet dit Lapointe, en culture—avec maison et autres bâtiments dessus construits, connu le dit emplacement sous le numéro cent cinquante-trois sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Boucherville, faits pour les fins d'enregistrement en conformité aux dispositions du code civil du Bas-Canada.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Boucherville, MARDI, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE, à DIX heures A. M.

N. MIGNAULT,  
Syndic.  
1876. 2

Longueuil, 24 avril 1874.  
[Première publication, 25 avril 1874.]

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Emmanuel Beauchemin, commerçant, de la paroisse de Saint-Zéphirin de Courval, failli.

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les immeubles ci-après décrits, appartenant à la succession du failli ci-dessus nommé, seront vendus aux temps et lieux mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le registraire n'est pas tenu de mentionner dans son certificat en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, ou autres oppositions à la vente, doivent être déposées entre les mains du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le jour de la vente, à savoir :

1. Un moulin à scie situé dans la paroisse de Sainte-Monique, sur l'île de la Fourche, sur la branche sud-ouest de la rivière Nicolet, connu sous le nom de « Mill Bank, » avec une chaussée traversant la dite rivière et appuyée sur la rive sud-ouest de la dite rivière, de plus, un arpent de terre de largeur vis-à-vis le dit moulin, sur la longueur qu'il peut y avoir en droite ligne depuis le chemin de la Reine de la concession du sud-ouest de la dite île, à aller en gagnant le sud-ouest jusqu'à la dite rivière, ensuite ne prenant que la largeur nécessaire au chemin qui conduit à la traverse à bac qui se trouve au-dessus du dit moulin et continuant jusqu'à la dite traverse, borné au nord-est par le dit chemin de la Reine, au nord-ouest par la dite rivière, au sud-ouest encore par la dite rivière, et au sud et au sud-est par Flavien Chapdelaine et Plutarque Lavallée—avec ensemble tous les outils et instruments, chaussees, booms, chaînes, privilège d'eau et de site et tous les accessoires; avec la réserve au profit de Flavien Chapdelaine et Plutarque Lavallée et de tous autres y ayant droit, du moulin à farine attenant au dit moulin à scie ou près d'icelui, avec tous ses mouvements, tournants et travaillants et ustensiles, et du chemin et pont et pontage pour y communiquer, étant en avant du dit moulin à scie, ainsi que de l'appentis appuyé partie sur le moulin à scie et partie sur le moulin à farine pour s'en servir là où il est sans gêner l'usage du *gang-way ou monte-billois* qui traverse le dit pont ou pontage, de plus, du droit de reconstruire le dit moulin à farine à environ quarante pieds plus bas et plus près du dit moulin à scie sans y nuire, du droit en tel cas de faire et pratiquer un chemin, un pont et un pontage en bas du dit moulin à scie pour communiquer au moulin à farine, en laissant entre les dits deux moulins l'espace nécessaire pour l'utilité du dit moulin à scie, du droit de se servir du chemin à l'usage des dits moulins communiquant du dit chemin de la Reine à la dite traverse et aux dits moulins, de la moitié de l'étable bâtie en partie sur le dit terrain, et en partie sur la terre voisine, l'autre moitié appartenant au failli et devant être vendue avec le dit moulin à scie; et du droit de faire mouvoir le dit moulin à farine et se servir de l'eau de la dite chaussée en tout temps, une seule moulange, avec le *smut* devant fonctionner le jour, en été, pendant l'eau basse et sujet à toutes autres réserves, clauses et servitudes mentionnées en l'acte de vente du dit moulin à scie consenti par Dame Emma

late Louis René Chaussegros de Léry, esq., and François Audet dit Lapointe, son, on one side by the said representative late Louis René Chaussegros de Léry, esq., and on the other side by the said François Audet dit Lapointe, in cultivation—with one house and other buildings thereon erected; known, the said emplacement, under the number one hundred and fifty-three on the plan and official book of reference of the village of Boucherville, prepared for registration purposes in conformity with the provisions of the Civil Code of Lower Canada.

To be sold, at the parochial church door of Boucherville, TUESDAY, the FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock A. M.

N. MIGNAULT,  
Assignee.  
1876  
Longueuil, 22nd April, 1874.  
[First published, 25th April, 1874.]

INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Emmanuel Beauchemin, trader, of the parish of Saint-Zéphirin de Courval, an insolvent.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-mentioned immovable property belonging to the estate of the above named insolvent, will be sold at the time and place hereinafter mentioned. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the sale, to wit :

1. A certain saw mill situated in the parish of Sainte-Monique, on the island called l'île de la Fourche, on the south-west branch of the river Nicolet, known under the name of Mill Bank, with a dam crossing the said river an dressing on the south-west bank of the said river; moreover, an acre in width of land opposite the said mill, having the length that there may be in a straight line from the Queen's highway of the south-west concession of the said island, going in a south-west direction as far as the said river, next taking only the width necessary for a road which leads to the ferry which is above the said mill and continuing as far as the said ferry; bounded on the north-east by the said Queen's highway, on the north-west by the said river, on the south-west again by the said river, and on the south and south-east by Flavien Chapdelaine and Plutarque Lavallée—together with all the tools and instruments, dams, booms, chains, water privilege, and site and all accessories; with the reserve to the profit of Flavien Chapdelaine and Plutarque Lavallée and of all others having a right thereto, of the grist mill adjoining to the said saw mill or near to the latter, with all its machinery, turning and working, and utensils, and of the road and bridge and plankway to communicate therewith, being in front of the said saw mill; also of the work shed resting partly on the saw mill and partly on the flour mill to use the same in its present position, without interfering with *gang-way or monte-billois* which crosses the said bridge; moreover of the right of reconstruct the said grist mill at about forty feet lower down and closer to the said saw mill, without being an obstacle thereto; of the right in such a case to make a road, a bridge and plankway below the said saw mill to communicate with the grist mill, leaving between the said two mills the necessary space for the wants of the said saw mill; of the right to use the road in usage by the said mills, communicating the said Queen's highway with the ferry and the said mills; of one half of the stable built partly on the said land and partly on the next land, the other half belonging to the insolvent and to be sold with the said saw mill; and of the right to work the said grist mill and to make use of the water of the said dam, at all times, a single stone only and the *smut* being worked during the day time, in summer, during low water; and subject to all other reservations, clauses and servitudes mentioned in the deed

Eliza Chillas, épouse de Pierre Moÿse DeBlois au dit Emmanuel Beauchemin, devant Geo. David, notaire, le trois avril mil huit cent soixante et onze, le tout à la charge par l'acquéreur de faire et entretenir la clôture depuis la dite étable jusqu'à la dite traverse, et d'entretenir et reconstruire la dite chaussée entièrement quand nécessaire, à toujours, et avec la diligence nécessaire pour l'utilité du dit moulin à farine, le tout sujet au bail du dit moulin à scie consenti à Philippe Beauchemin et expirant en août prochain.

2. Le lot de terre numéro quatre dans le cinquième rang du township de Simpson, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus, savoir : le dit moulin à scie et terrain plus haut en premier lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Monique, dans le comté de Nicolet, MARDI, le SEPTIEME jour de JUILLET prochain (1874), à MIDI, et le lot de terre ci-dessus désigné en second lieu, au bureau d'enregistrement du comté de Drummond, à Drummondville, JEUDI, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à MIDI.

V. GLADU,  
Syndic.

Saint-François du Lac, 27 avril 1874. 1749 2  
[Première publication, 2 mai 1874.]

## Ventes par le Shérif.—Bedford.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donne que les TERRES ET HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Dans la Cour de Circuit.—District de Bedford.  
Bedford, à savoir : } ERASTUS O. BRIGHAM,  
No. 6065. } Ecuÿer, tanneur, de la partie  
est du canton de Farnham, dans le district de Bedford,  
Demandeur; contre les terres et tenements de JONN  
LAVIGNE, cultivateur, du canton de Granby, dans le  
dit district, Défendeur.

Une étendue de terre étant la huitième partie du lot numéro dix-sept, dans le premier rang des lots situés dans le canton de Granby, district de Bedford, supposée contenir vingt-cinq acres de terre; la dite étendue de terre s'étend sur toute la largeur du lot numéro dix-sept et joint l'extrémité sud des cinquante acres nord des dits lot et rang.

Pour être vendue, au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, à Waterloo, dans le canton de Shefford, district de Bedford, VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de septembre prochain.

P. COWAN,  
Shérif.

Bureau du Shérif,  
Nelsonville, 11 mai 1874. 1949 2  
[Première publication, 16 mai 1874.]

## Ventes par le Shérif—Kamouraska.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes

of sale of the said saw mill granted by Dame Emma Eliza Chillas, wife of Pierre Moÿse DeBlois, to the said Emmanuel Beauchemin, before George David, notary, on the third of April, one thousand eight hundred and seventy-one. The whole with the charge to the purchaser of making and maintaining the fence from the said stable to the said ferry, and of keeping, repairing and rebuilding the said dam for the whole, when necessary, perpetually, and with the convenient diligence for the use of the said grist mill; the whole subject to the lease of the above mentioned saw mill, made in favor of Philippe Beauchemin, and expiring in August next.

2. The lot of land number four in the fifth range of the township of Simpson, containing two hundred superficial acres of land, more or less.

To be sold, to wit: the said saw mill and piece of land in the first place above described, at the church door of the parish of Sainte-Monique, in the county of Nicolet, on TUESDAY, the SEVENTH day of JULY next (1874), at NOON; and the lot of land in the second place above described, at the registry office of the county of Drummond, at Drummondville, on THURSDAY, the NINTH day of JULY next, at NOON.

V. GLADU,

Assignee.

Saint-François du Lac, 27th April, 1874. 1750  
[First published, 2nd May, 1874.]

## Sheriff's Sales.—Bedford.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

In the Circuit Court for the District of Bedford.  
Bedford, to wit: } ERASTUS O. BRIGHAM,  
No. 6065. } Esquire, of the east part of  
the township of Farnham, in the district of Bedford,  
farmer, Plaintiff; against the lands and tenements of  
JOHN LAVIGNE, of the township of Granby, in said  
district, yeoman, Defendant.

A certain parcel of lands, being the one eighth part of lot number seventeen in the first range of lots in the township of Granby, and district of Bedford, supposed to be twenty-five acres of land, said parcel of land, extends the whole breadth of lot number seventeen and joins the south end of the north fifty acres of said lot and range.

To be sold at the office of the registrar for the county of Shefford, at Waterloo, in the township of Shefford, and district of Bedford, on FRIDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable the twenty-eighth day of September next.

P. COWAN,  
Shérif.

Sheriff's Office,  
Nelsonville, 11th May, 1874. 1950  
[First published, 16th May, 1874.]

## Sheriff's Sales.—Kamouraska.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims

ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Dans la Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir: } **VITAL TETU**, écuyer, No. 36. } marchand, de la cité de Québec, district de Québec, Demandeur; contre **ELZEARD DECHENE**, cultivateur et commerçant, de la paroisse de Saint-Pacôme, district de Kamouraska, Défendeur, et **Joseph Thadée Paradis**, de Saint-Louis de Kamouraska, huissier audiencier de la cour supérieure, curateur au délaissement fait par le dit Elzéard Déchène en la présente cause, savoir:

Un circuit de terre, situé dans le troisième rang de la seigneurie de la Bouteillerie, ci-devant paroisse de la Rivière Ouelle, et maintenant de la paroisse de Saint-Pacôme, district de Kamouraska, contenant environ trente arpents, plus ou moins, en superficie, borné au nord au travers actuellement existant sur le bord de la côte, au sud du chemin du Roi, du dit troisième rang, et partie à François Rousseau et Luc Richard, au nord-est, partie aux héritiers St. Laurent, partie au dit Luc Richard, et au sud-ouest à la route existante actuellement, tel que le dit terrain est actuellement—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pacôme, le **VINGT-TROISIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **UNE** heure après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour d'octobre prochain.

**V. TACHÉ,**

Bureau du Shérif, Kamouraska, 20 mai 1874. Shérif. 2079  
[Première publication, 23 mai 1874.]

on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*In the Superior Court.*

Kamouraska, to wit: } **VITAL TETU**, esquire, merchant, of the city of Québec, district of Québec, Plaintiff; against **ELZEARD DECHENE**, farmer and trader, of the parish of Saint-Pacôme, district of Kamouraska, Defendant, and **Joseph Thadée Paradis**, of Saint-Louis de Kamouraska, crier of the superior court, curator to the surrender in this cause made by the said Elzéard Déchène, to wit:

A circuit of land situate in the third range of the seigniorie of la Bouteillerie, heretofore parish of Rivière Ouelle, now parish of Saint-Pacôme, district of Kamouraska, containing about thirty arpents, more or less, in extent, bounded on the north by the fence running along the border of the hill, on the south by the king's road of the said third range, and partly by François Rousseau and Luc Richard, on the north east partly by the heirs Saint-Laurent, and partly by the said Luc Richard, and on the south west by the road there being, and such as the said land actually is—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Pacôme, on the **TWENTY THIRD** day of **SEPTEMBER** next, at **ONE** o'clock in the afternoon. Said writ returnable the twenty sixth day of October next.

**V. TACHE,**

Sheriff's Office, Kamouraska, 20th May, 1874. Sheriff. 2080  
[First published, 23rd May, 1874.]

**Ventes par le Shérif.—Montmagny.**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné, que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps, dans les six jours qui suivront le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.*

District de Montmagny: } **A CHILLE HENRI** No. 213. } **XAVIER TALBOT**, du village de Montmagny, écuyer avocat, contre **THOMAS LEBEL**, charretier, et **SOULANGE NORMAND**, son épouse, tous deux de l'Islet, en leur qualité de tuteurs conjoints à Philomène, Josephine et Alphonse Bernier, enfants mineurs de la dite dame Soulange Normand et de feu Edouard Bernier, en son vivant de l'Islet, cultivateur, savoir:

Une terre située en la paroisse de Notre-Dame Bonsecours de l'Islet, en la première concession du fleuve Saint-Laurent, contenant dix-huit perches de front sur quarante-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné par le nord-ouest au fleuve Saint-Laurent, au sud-ouest partie à Désiré Normand et partie à Antoine Normand, par le nord-est partie à Arthur Langelier, partie à Masse Moreau, partie à Antoine Normand et partie à Cyrille Lemieux, et par

**Sheriff's Sales.—Montmagny.**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.*

District of Montmagny, } **A CHILLE HENRI** No. 213. } **XAVIER TALBOT**, of the village of Montmagny, esquire, advocate; against **THOMAS LEBEL**, carter, and **SOULANGE NORMAND**, his wife, both of l'Islet, in their quality of joint tutors to Philomène, Josephine and Alphonse Bernier, minor children of the said Dame Soulange Normand and of the late Edouard Bernier, in his lifetime farmer, of l'Islet, to wit:

A land situate in the parish of Notre-Dame de Bonsecours de l'Islet, in the first concession from the river Saint Lawrence, containing eighteen perches in front by forty-two arpents in depth, the whole more or less; bounded on the north west by the river Saint Lawrence, south-west partly by Désiré Normand, and partly by Antoine Normand, on the north-east partly by Arthur Langelier, partly by Masse Moreau, partly by Antoine Normand, partly by Cyrille Lemieux, and

le sud partie à Marc Boucher et partie à Ephrème Fortin—avec la maison, hangar, grange et étable et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Islet, VENDREDI, le VINGT-CINQUIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le seizième jour d'octobre prochain.

J. D. LEPINE, Shérif.  
Bureau du Shérif, 2029  
Montmagny, 19 mai 1874.  
[Première publication, 23 mai 1874.]

on the south partly by Marc Boucher and partly by Ephrem Fortin—with the house, hangar, barn, stable and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of the parish of L'Islet, on FRIDAY, the TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said Writ returnable the sixteenth day of October next.

J. D. LEPINE, Sheriff.  
Sheriff's Office, 2030  
Montmagny, 19th May, 1874.  
[First published, 23rd May, 1874.]

## Ventes par le Shérif.—Montréal.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requise de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charges ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente: les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } **THOMAS TIFFIN et al.**, Dem-  
No. 545. } mandeurs; vs. **BENJAMIN**  
**LABOURSODIERE**, Défendeur.

1. Un lopin de terre sis et situé audehors du village de Soulange, en la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, en la seigneurie de Soulange, et faisant partie du No. 36, de la contenance de trois quarts d'arpents de front sur deux arpents et demi de profondeur, plus ou moins, tenant par devant à l'ancien chemin, par derrière aux héritiers De Beaujeu, joignant de chaque côté aux mêmes—avec une maison dessus construite.

2. Un autre lopin de terre sis et situé au même lieu, sur le bord du fleuve Saint-Laurent, de la contenance de soixante et quinze pieds de large sur soixante pieds de profondeur, plus ou moins, tenant par devant au dit fleuve Saint-Laurent, par derrière au chemin de la Reine, joignant d'un côté aux héritiers de Beaujeu, et d'autre côté à Moïse Christin St. Amour—avec le quai qui s'y trouve maintenant.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

C. A. LEBLANC, Shérif.  
Bureau du Shérif, 2037  
Montréal, 19 mai 1874.  
[Première publication, 23 mai 1874.]

**FIERI FACIAS**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } **L E MAIRE et al.**, Demandeur;  
No. 1674. } contre **JAMES CONWAY**,  
Défendeur:

Un emplacement situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, étant le lot sept cent quatre-vingt-quatorze (794), sur le plan et le livre de renvoi officiels de cadastre du dit quartier Sainte-Anne, contenant cinquante pieds de large sur quatre-vingts pieds de profondeur, faisant une superficie de quatre mille quatre cent pi ds, le tout mesure anglaise—ensemble une maison en charpente et en brique sus-érigée.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

C. A. LEBLANC, Shérif.  
Bureau du Shérif, 2039  
Montréal, 19 mai 1874.  
[Première publication, 23 mai 1874.]

## Sheriff's Sales.—Montreal.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places as mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of the sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS.**

*From the Superior Court—District of Montréal.*  
Montréal, to wit: } **THOMAS TIFFIN et al.**, Plain-  
No. 545. } tiffs; vs. **BENJAMIN LA-**  
**BOURSODIERE**, Defendant.

1. A lot of land situate above the village of Soulanges, in the parish of Saint-Ignace du Côteau du Lac, in the seignory of Soulanges, forming part of No. 36, containing three-quarters of an arpent in front by two arpents and a half in depth, more or less; bounded in front by the old road, in rear and on each side by the heirs DeBeaujeu—with a house thereon erected.

2. Another lot of land situate at the same place, on the bank of the river Saint-Laurence, containing seventy-five feet in width by sixty feet in depth, more or less; bounded in front by the said river Saint-Laurence, in rear by the Queen's road, on one side by the heirs DeBeaujeu, and on the other side by Moïse Christin St. Amour—with the wharf thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of September next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.  
Sheriff's Office, 2038  
Montreal, 19th May, 1874.  
[First published, 23rd May, 1874.]

**FIERI FACIAS.**

*From the Superior Court—District of Montréal.*  
Montréal, to wit: } **THE MAYOR et al.**, Plaintiffs;  
No. 1674. } against **JAMES CONWAY**,  
Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the Saint-Ann's ward, of the city of Montréal, being the lot seven hundred and ninety-four (794) of the official plan and book of reference of the cadastre of the Saint-Ann's ward, containing fifty feet in width by eighty feet in depth, making a superficies of four thousand and four hundred feet, the whole english measure—with a frame and brick house thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at the hour of TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.  
Sheriff's Office, 2040  
Montreal, 19th May, 1874.  
[First published, 23rd May, 1874.]

**VENDITIONI EXPONAS.**

*Cour Supérieure—du District d'Iberville.*  
 Montréal, à savoir : } **JAMES MACDONALD, De-**  
 No. 168. } **mandeur; vs. NARCISSE**  
**GAUTHIER, Défendeur.**

Une terre située en la côte Saint-Marc, dans la paroisse de Saint-Philippe, dans le district de Montréal, contenant soixante et neuf arpents en superficie, plus ou moins, connu sous le numéro soixante et onze, (71) au plan et livre de renvoi officiel du cadastre de la paroisse de Saint-Philippe, faits pour les fins d'enregistrement—avec une maison en bois, une grange et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue la dite terre et dépendances sujette aux charges, clauses, obligations, services et servitudes suivantes, en faveur de Dame Marie Josephite Hébert dit LaRose, l'opposante en cette cause, sa vie durant, savoir :

A la réserve par la dite opposante de la jouissance et l'usufruit, sa vie durant au jardin potager se trouvant sur la dite terre et tel qu'enclos lors de la donation par la dite opposante et son défunt époux au Défendeur, le vingt-huit octobre mil huit cent cinquante-sept, le dit jardin devant être fumé par l'acquéreur au besoin, à la réserve aussi par la dite opposante sa vie durant du quart des pommes des deux vergers et du jardin, et du quart de celles du pommier derrière la maison, et de la moitié des noix douces ; à la réserve du droit d'aller et venir en tout temps sur la dite terre, aux bâtiments, au puits, à la rivière et au four quand il y en aura ; avec droit, en faveur de la dite opposante, à la moitié sud de la maison et à la cave du même côté en par le dit acquéreur, faisant une porte par devant la dite maison et une autre dans la cave du même côté à ses dépens (si toutefois les dites portes n'ont pas déjà été faites par le Défendeur en cette cause) ; à la charge par le dit acquéreur de fournir une fille, servante, à la dite opposante, quand elle ne pourra plus travailler elle-même et en cas de maladie.

A la charge aussi par le dit acquéreur à payer à la dite opposante la rente annuelle et pension viagère qui suit, savoir : la quantité de dix minots de beau bled loyal et marchand, livrable chaque année, moitié à la Toussaint et moitié en mars, cent cinquante livres de lard livrable chaque année au besoin de l'opposante, neuf minots de pois dont quatre minots et demi de pois gris, quatre de bleu, et un demi minot de pois cuisant, de bon poids et recevable, livrable le tout à la Saint-Michel, chaque année, une vache laitière au choix de la dite opposante, paccagée et nourrie par le dit acquéreur chaque année, remplacée en cas de mort, stérilité ou vieillesse, mère moutonne remplacée en cas de mort, et si petits elle a, ils seront pour la dite opposante ; à la charge aussi de fournir du bois sain pour l'usage de l'opposante seulement, lequel sera pris sur la dite terre, pour la saison du printemps, été et automne de chaque année, sa vie durant, et rendu à la porte de la dite opposante. Tout bois de seconde qualité (devant être chauffée elle-même en la saison d'hiver aux frais de l'acquéreur, avec de gros bois sain et profitable rendu à leur porte), de fournir à la dite opposante à son besoin un cheval attelé à une voiture convenable aux saisons de l'année pour aller et venir à ses affaires et promenades, (le temps de travaux excepté), à moins de maladie, de quelques uns de ses enfants, une somme de cinquante francs en argent ayant cours en cette Province à sa demande chaque année, quinze livres de bon sucre du pays, par chaque année au fur et à mesure qu'elle en aura besoin, un demi valte de sirop par chaque année à son besoin, une livre et demie de bon thé et une livre et demie de café vert, un demi quarteron de clou girofle, un demi quarteron de poivre rond, un demi quarteron de poivre anglais, un demi quarteron de cannelle, cinq douzaines d'œufs, une livre et demie de bon tabac noir et quatre livres et demie de tabac blanc si son jardin n'en produit pas, douze livres de bonne chandelle, quatre livres dix sous en argent au lieu de suif de panne en branche, quinze livres de bœuf, le tout livrable chaque année au fur et mesure que la dite opposante en aura besoin, la dite rente livrable chaque année à la demeure de la dite opposante, en la dite paroisse de Saint-Philippe et non ailleurs, à la charge par le dit acquéreur de fournir à la dite opposante les douceurs nécessaires en ma-

**VENDITIONI EXPONAS.**

*Superior Court for the District of Iberville.*  
 Montreal, to wit : } **JAMES MACDONALD, Plaintiff;**  
 No. 168. } **vs. NARCISSE GAUTHIER,**  
**Defendant.**

A land situate in the Côte Saint Marc, in the parish of Saint Philippe, in the district of Montreal, containing sixty-nine arpents in extent, more or less, known as number seventy-one (71) on the plan and book of official reference of the cadastre of the parish of Saint Philippe, prepared for registration purposes—with a wooden house, a barn and outbuildings thereon erected.

Said land and its dependencies, to be sold subject to the following clauses, obligations, services and servitudes, in favor of Dame Marie Josephite Hébert dit LaRose, the opposant herein, for and during her lifetime, to wit :

Reserving to the said opposant the usufruct and enjoyment during her lifetime, of the kitchen garden on the said land and such as enclosed at the time of passing the deed of gift by the said opposant and her late husband to the defendant, on the twenty-eighth day of October, one thousand eight hundred and fifty-seven, the said garden to be manured by the purchaser, if needed ; reserving also to the said opposant, during her lifetime, one quarter of the apples from two orchards and the garden, and a quarter of those of the apple tree in rear of the house, and of the half of the hickory nuts ; reserving also the right of passing to and from the said land, at all times, to the buildings, to the well, to the river and to the oven when there shall be one, and also the right of the said opposant to the south half of the house and to the cellar on the same side, by the purchaser having a door made in front of the said house and another in the cellar on the same side, at his expense, (if, however, the said doors have not been already made by the defendant in this cause), and subject to the charge upon the purchaser of providing the said opposant with a servant girl when she can no longer work herself, or in case of sickness.

And also to the charge upon the purchaser of paying to said opposant the annual and life rent, as follows, to wit : two bushels of fine wheat, of good quality and marketable, to be delivered every year, half at All Saints and half in March, one hundred and fifty pounds of pork to be delivered yearly, as required by the said opposant, nine bushels of peas, four bushels and a half to be grey peas, and four bushels to be blue, and one half bushel to be cooking peas, of good quality and marketable, to be delivered at Michaelmas, every year, a milch cow to be selected by the opposant, pastured and fed by the said purchaser yearly, and to be replaced in the event of her dying, running dry or getting too old, a ewe to be replaced in case of death, the lambs if any she may have, to belong to the opposant ; and also to the charge of furnishing sound wood for the use of the opposant only, which will be taken from the said farm, for the spring, summer and fall of every year, during her life time, and left at the opposant's door, the whole of the wood to be of second quality, and during the winter the opposant must be furnished at the purchaser's expense, with large heavy wood, sound and serviceable sent to her door, of furnishing opposant, if need be, with a horse harnessed to a vehicle, suitable for the season of the year to go and come on business and recreation, (except during the working season) unless in case of sickness of any of her children, a sum of fifty francs current money of this Province, at her demand, yearly, fifteen pounds of good maple sugar, every year, as she may require it, a gallon of syrup yearly as she may need it, a pound and a half of good tea, and a pound and a half of green coffee, two ounces of cloves, two ounces of whole pepper, two ounces of english pepper, two ounces of cinnamon, five dozen eggs, a pound and a half of good black tobacco, and four pounds and a half of canadian tobacco, if her garden does not grow any, twelve pounds of good candles, four pounds and five pence in money, instead of suet, fifteen pounds of beef, the whole to be delivered yearly, as the said opposant may require them, the said rent to be delivered yearly at the residence of the said opposant in the said parish of Saint Philippe and not elsewhere ; and subject to the charge upon the purchaser of treating said opposant with suitable kindness in time of sickness, procuring the attendance of

ladie, lui procurer le docteur en maladie à ses frais (de lui dit acquéreur) l'aller chercher et ramener aux dépens et frais du dit acquéreur, et à son décès lui faire chanter un service de deuxième classe, la faire inhumer dans le cimetière de la paroisse de Saint-Philippe, ou dans la charnière, suivant le temps de son décès, dans une fosse profonde d'au moins huit pieds, lui faire chanter vingt-cinq messes basses de requiem dans le courant de l'an de son décès.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Philippe, le DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain.

C. A. LEBLANC, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Montréal, 11 mai 1874.  
[Première publication, 16 mai 1874.] 1979 2

a physician for her at the purchaser's expense, and also to bringing the doctor and taking him back at purchaser's expense; and in the event of opposant's deceased, to having a second class funeral service sung over her, and having her buried in the cemetery of the parish of Saint Philippe, or in the vault, according to the season of the year, her grave to be at least eight feet deep, to have twenty-five low requiem masses celebrated during the year after her death.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Philippe, on the SECOND day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the ninth day of June next.

C. A. LEBLANC, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 11th May, 1874.  
[First published, 16th May, 1874.] 1980

### Ventes par le Shérif—Québec.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné, que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions fin de conserver peuvent être déposées en aucune temps dans les six jours après le rapport du Bref.

PLURIES FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Montréal.

Québec, à savoir: } LA banque dite THE ROYAL No. 2640. } CANADIAN BANK, corps politique dûment incorporé ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la Province d'Ontario, et faisant commerce de banque dans les cité et district de Montréal; contre GEORGE E. DESBARATS, éditeur, et THEODORE DOUCET, écuyer notaire, tous deux des cité et district de Montréal, et WILLIAM E. DESBARATS, gentilhomme, des cité et district de Québec. (Ici suit la description des immeubles du dit William E. Desbarats à être vendus), à savoir:

Un huitième indivis d'un certain lot de terre, de forme irrégulière sis et situé en la haute-ville de Québec, à l'encoignure des rues Desjardins et Saint-Anne, contenant soixante et douze pieds et dix pouces de front sur la rue Sainte-Anne, et soixante et sept pieds à la profondeur dans la ligne sud sur quatre-vingt-trois pieds et six pouces de profondeur sur la rue Desjardins et quatre-vingt-huit de profondeur dans la ligne sud-ouest, borné en front au nord à la dite rue Sainte-Anne, en arrière au sud par les représentants Charles Hamel, d'un côté à l'est à la dite rue Desjardins, et de l'autre côté à l'ouest à John Provan, senior—avec un huitième indivis dans la grande bâtisse en briques à feu appelée « Clarendon Hotel » et autres bâtisses et accessoires, circonstances et dépendances. Le dit lot étant le (No. 2734), donné sur le plan du quartier Saint-Louis de la cité de Québec, et au livre de référence icelui faits par le commissaire des terres de la couronne.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour d'octobre prochain.

C. ALLEYN, Sheriff.  
Québec, 18 mai 1874. Montréal, 2045  
[Première publication, 23 mai 1874.]

### Ventes par le Shérif.—Richelieu.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs

### Sheriff's Sales—Quebec.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same, which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire or afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen day next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court, Montréal.

Québec, to wit: } THE ROYAL CANADIAN No. 2640. } BANK, a body politic and corporate, duly incorporated, having its principal place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and carrying on the business of banking in the city and district of Montréal; against GEORGE E. DESBARATS, publisher, and THEODORE DOUCET, esquire, notary, both of the city and district of Montréal, and WILLIAM E. DESBARATS, of the city and district of Québec, gentleman. (Here follows the description of the immovables of the said William E. Desbarats to be sold.) to wit:

An undivided eighth of a certain lot of land of irregular outline, situate and being in the Upper Town of Québec, on the corner of Garden and Sainte Anne streets, containing seventy-two feet ten inches in front on Sainte Anne street, and sixty-seven feet in depth on the southern alignment, by eighty-three feet six inches in depth on Garden street, and eighty-eight feet in depth on the south western alignment; bounded in front, to the north, by the said Sainte Anne street, in rear, to the south, by the representatives of Charles Hamel, on one side, to the east, by Garden street aforesaid, and on the other side, to the west, by John Provan, senior—with an undivided eighth in the large fire brick building called the « Clarendon Hotel, » and other buildings, accessories, circumstances and dependencies. The said lot of land being (No. 2734) given on the plan for the Saint Lewis ward of the city of Québec, and on the book of reference thereof, made by the Commissioner of Crown Lands.

To be sold, at my office, in the city of Québec, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said Writ returnable on the twelfth day of October next.

C. ALLEYN, Sheriff.  
Québec, 18th May, 1874. Montréal, 2046  
[First published, 23rd May, 1874.]

### Sheriff's Sales.—Richelieu.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and

tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registra-  
 teur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat  
 en vertu de l'article 700 du Code de Procédure Civil  
 du Bas-Canada, sont par le présent requises de le  
 faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin  
 d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres  
 oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni  
 Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-  
 signé avant les quinze jours qui précéderont immédia-  
 tement le jour de la vente : les oppositions afin de con-  
 server peuvent être déposées en aucun temps dans les  
 six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **ELIE PELLERIN**, Demandeur ;  
 No. 4510. } **E** contre **CHARLES PAQUET**,  
 Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Berthier, de la  
 contenance de soixante et dix pieds ou environ de  
 front, sur quatre-vingt pieds ou environ de profondeur,  
 tenant devant à la rue Henri, en profondeur à Joseph  
 Coutu, d'un côté à Louis Desrosiers représentant de  
 Prosper Desrosiers, et d'autre côté à la rue William—  
 avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de  
 la paroisse de Berthier, le VINGT-CINQ SEPTEMBRE  
 prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref  
 rapportable le trente septembre prochain.

**P. CUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
 Sorel, 19 mai 1874. 2035  
 [Première publication, 23 mai 1874]

places mentioned below. All persons having claims  
 on the same, which the Registrar is not bound to in-  
 clude in his certificate, under article 700 of the Code  
 of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby re-  
 quired to make them known according to law. All  
 oppositions *afin de distraire, afin d'annuler, afin de  
 charge*, or other oppositions to the sale, except in  
 cases of *Venditioni Exponas*, are require to be filed  
 with the undersigned, at his office, previous to the  
 fifteen days next preceding the day of sale; opposi-  
 tions *afin de conserver* may be filed at any time within  
 six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **ELIE PELLERIN**, Plaintiff; aga'nst  
 No. 4510. } **E** **CHARLES PAQUET**, Defendant.

An emplacement situate in the town of Berthier,  
 containing seventy feet or thereabouts in front by  
 eighty feet or thereabouts in depth, bounded in front  
 by Henri street, in rear by Joseph Coutu, on one side  
 by Louis Desrosiers representing Prosper Desrosiers,  
 and on the other side by William street—with a house  
 and outbuildings thereon erected

To be sold at the par-chial church door of the parish  
 of Berthier, on the TWENTY-FIFTH day of SEP-  
 TEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.  
 Said writ returnable on the thirtieth day of September  
 next.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sorel, 19th May, 1874. 2036  
 [First published, 23rd May, 1874]

**Ventes par le Shérif.—St. François.**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les  
 TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont  
 été saisis et seront vendus aux temps et aux lieux  
 respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes per-  
 sonnes ayant à exercer à cet égard des réclamations  
 que le Registra-teur n'est pas tenu de mentionner dans  
 son certificat, en vertu de l'article 700 du code de pro-  
 cédure civile du Bas-Canada, sont par le présent  
 requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes  
 oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de  
 charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans  
 les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au  
 bureau du sousigné avant les quinze jours qui précé-  
 deront immédiatement le jour de la vente : les opposi-  
 tions afin de conserver peuvent être déposées en aucun  
 temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de Circuit—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **RICHARD D. MOR-**  
 No. 512. } **KILL**, marchand, de  
 la ville de Sherbrooke, dans le district de Saint-Fran-  
 çois, Demandeur : contre les terres et tenements de  
 Dame CATHERINE HAYES, du canton de Eaton,  
 dans le district de Saint-François, veuve de feu  
 Patrick Hayes, en son vivant du canton d'Ascot, dans  
 le dit district, cultivateur, et autres, Défendeurs, à  
 savoir :

La moitié ouest des lots numéros six et sept dans le  
 neuvième rang des lots situés dans le dit canton d'Ascot,  
 contenant deux cents acres de terre et l'allocation  
 ordinaire pour les chemins publics—avec les bâtisses  
 sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registra-teur de la  
 division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la ville  
 de Sherbrooke, dans le dit district, le VINGT-QUA-  
 TRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE  
 heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
 premier jour d'octobre prochain.

**G. F. BOWEN,**

Bureau du Shérif, Shérif,  
 Sherbrooke, 20 mai 1874. 2033  
 [Première publication, 23 mai 1874.]

**Sheriff's Sales.—St. Francis.**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given, that the under  
 mentioned LANDS and TENEMENTS have been  
 sized and will be sold at the respective times and  
 places mentioned below. All persons having claims  
 on the same which the Registrar is not bound to  
 include in his certificate, under article 700 of the Code  
 of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby re-  
 quired to make them known according to law. All oppo-  
 sitions *afin d'annuler, afin de distraire, or afin de  
 charge*, or other oppositions to the sale, except in cases  
 of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with  
 the undersigned, at his office, previous to the fifteen  
 days next preceding the day of sale ; oppositions *afin  
 de conserver* may be filed at any time within six days  
 next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*From the Circuit Court—For the District of Saint-  
 Francis.*

Saint-François, to wit : } **RICHARD D. MORKILL**, of  
 No. 512. } **R** the town of Sherbrooke,  
 in the district of Saint-François, merchant, Plaintiff ;  
 against the lands and tenements of DAME CATHE-  
 RINE HAYES, of the township of Eaton, in the dis-  
 trict of Saint-François, widow of the late Patrick Hayes,  
 in his life time of the township of Ascot, in said dis-  
 trict, farmer, and others, Defendants, to wit :

The west half of lots numbers six and seven in the  
 ninth range of lots in the said township of Ascot,  
 containing two hundred acres of land and the usual  
 allowance for highways—with the buildings and im-  
 provements thereon erected and made.

To be sold at the registry office, of the registration  
 division of Sherbrooke, in said district, on the  
 TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at  
 ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ re-  
 turnable on the first day of October next.

**G. F. BOWEN,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
 Sherbrooke, 20th May, 1874. 2034  
 [First published, 23rd May, 1874]

## Ventes par le Shérif.—Terrebonne

## Sheriff's Sales.—Terrebonne.

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente: les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juri.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

De la Cour Supérieure—pour le district de Montréal.  
Canada,

Province de Québec, } **PLACIDE CHARLAND**,  
District de Terrebonne, } étudiant en droit, de la  
à savoir: No. 1231. } cité et district de Montréal.  
Demandeur; contre **JOSEPH**  
**PILON**, fils de Gabriel, cultivateur, de Sainte-Anne du  
Bout de l'Isle, dans le district de Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Placide, en la côte Saint-Etienne, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, de la contenance de cinq arpents de front sur vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins; bornée en front par le chemin public de la dite côte Saint-Etienne, en arrière par les terres de la côte Saint-Jean de la dite paroisse de Saint-Placide, d'un côté par Olivier Ladouceur, et de l'autre côté, partie par Hyacinthe Brunet, partie par Cyrille Blais, partie par Léon Blais et partie par Simon Paré—avec une maison en bois et une écurie dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, le **VINGT-CINQUIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de septembre prochain.

**Z ROUSSILLE,**

Bureau du Shérif,

Sainte-Scholastique, 18 mai 1874.

[Première publication, 23 mai 1874.]

Shérif.

2031

**PUBLIC NOTICE** is hereby given, that the under-mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afn d'annuler, afn de distraire, or afn de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale. oppositions *afn de conserver*, may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

From the Superior Court for the District of Montréal.  
Canada,

Province of Québec, } **PLACIDE CHARLAND**,  
District of Terrebonne, } student at law, of the  
to wit: No. 1231. } District of Montréal,  
Plaintiff; against **JOSEPH**  
**PILON**, son of Gabriel, farmer, of Sainte-Anne du  
Bout de l'Isle, in the district of Montréal, Defendant.

A land situate and being in the parish of Saint-Placide, in the Côte Saint-Etienne, county of Two Mountains, district of Terrebonne, containing five arpents in front by twenty-one arpents in depth, more or less; bounded in front by the main road of the said Côte Saint-Etienne, in rear by the lands of the Côte Saint-Jean, of the parish of Saint-Placide aforesaid, on one side by Olivier Ladouceur, and on the other side partly by Hyacinthe Brunet, partly by Cyrille Blais, partly by Léon Blais, and partly by Simon Paré—with a wooden house, and stable thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Placide, county of Two Mountains, in the district of Terrebonne, on the **TWENTY-FIFTH** day of **SEPTEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of September next.

**Z ROUSSILLE,**

Sheriff's Office,

Sainte-Scholastique, 18th May, 1874.

[First published, 23rd May, 1874.]

Sheriff.

2032

## Avis Divers.

**AVIS** est par le présent donné que sous un mois après la dernière publication du présent avis, demande sera faite par **Thomas Macfarlane Bryson**, écuyer, **Frank Bond** et **Edward Langley Bond**, tous deux courtiers, **Robert Ward Shepherd**, fils, gentilhomme, **Alexander Saunders**, marchand, **Bernard Korstok**, marchand, **Robert B. Murray**, marchand, **Daniel Wilson**, entrepreneur, **Thomas Cramp**, marchand, **John Molson**, banquier, **John William Molson**, banquier, **Alexander Mackenzie Forbes**, agent d'assurance, **Henry Benjamin**, gentilhomme, **Stanley Kinnead**, marchand, **Kenneth McLea**, gentilhomme, et **David Campbell**, marchand d'huile, tous de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir des Lettres Patentes les constituant en corps politique et incorporé en vertu des dispositions de l'acte d'incorporation des compagnies à fonds social, sous le nom de *The Champlain Quarry and Lime Company*, pour extraire du sol la pierre et la préparer, et pour la brûler et la convertir en chaux.

Les opérations de la dite compagnie seront poursuivies à Saint-Armand, dans le comté de Missisquoi, et dans la cité de Montréal et ailleurs, dans la province de Québec; la principale place d'affaires sera dans la dite cité de Montréal. Le montant du fonds social sera de dix mille piastres, divisé en deux cents actions de cinquante piastres chacune.

Les dits **Thomas Macfarlane Bryson**, **Edward Langley Bond**, **Robert Ward Shepherd**, fils, **John William**

## Miscellaneous Notices.

**NOTICE** is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made by **Thomas Macfarlane Bryson**, esquire, **Frank Bond** and **Edward Langley Bond**, both brokers, **Robert Ward Shepherd**, junior, gentleman, **Alexander Saunders**, merchant, **Bernard Korstok**, merchant, **Robert B. Murray**, merchant, **Daniel Wilson**, contractor, **Thomas Cramp**, merchant, **John Molson**, banker, **John William Molson**, banker, **Alexander Mackenzie Forbes**, insurance agent, **Henry Benjamin**, gentleman, **Stanley Kinnead**, merchant, **Kenneth McLea**, gentleman, and **David Campbell**, oil merchant, all of the city of Montréal, in the district of Montréal, to His Excellency the Lieutenant-Governor in council for Letters Patent constituting them a body politic and corporate under the provisions of the *Joint Stock Companies Incorporation Act*, by the name of *The Champlain Quarry and Lime Company* for the purpose of quarrying, excavating and dressing stone and for burning and converting stone into lime.

The operations of the said company to be carried on at Saint-Armand, in the county of Missisquoi, and at the city of Montréal, and elsewhere in the province of Québec, the Head Office and chief place of business to be in the said city of Montréal. The amount of the capital stock to be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

The above named **Thomas Macfarlane Bryson**, **Edward Langley Bond**, **Robert Ward Shepherd**, junior,

Molson et Henry Benjamin, tous sujets de Sa Majesté, seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

G. B. CRAMP,  
Procureur des Requérants.

Montréal, 19 mai 1874. 2099

John William Molson and Henry Benjamin, all of whom are subjects of Her Majesty, to be the first directors of the said company.

G. B. CRAMP,  
Attorney for Applicants.

Montreal, 19th May, 1874. 2100

**Avis de Faillite.**

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Dans l'affaire de Peter E. D. Hayes, cultivateur et commerçant, de West Shefford, dans le township et comté de Shefford, failli.

Je, soussigné, Thomas Brassard, notaire, du village de Waterloo, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau, sous un mois, et sont aussi par les présentes notifiés de se réunir à l'hôtel de J. H. Earl, à West Shefford susdit, vendredi, le cinquième jour de juin prochain, à une heure de l'après-midi, pour l'examen public du failli et pour l'arrangement des affaires de la faillite en général. Le failli est requis de s'y trouver.

THOS. BRASSARD,  
Syndic.  
1811

Waterloo, 29 avril 1874.

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal.

Dans l'affaire de Guillaume Laurencelle, commerçant, de la cité et du district de Montréal, tant individuellement que comme ayant été en société avec Moïse Vary, à Montréal, sous la raison sociale de "Laurencelle & Vary," failli.

Avis est par les présentes donné que vendredi, le vingt-six juin prochain, le soussigné fera application devant la dite cour supérieure pour sa décharge suivant le dit acte.

GUILLAUME LAURENCELLE.  
Par OUIMET, ST. PIERRE & AUGÉ,  
Ses avocats et Procs. *ad litem.*  
Montréal, 21 mai 1874. 2081

**ACTE DE FAILLITE DE 1869**

Dans l'affaire de Garrett et Roberts, faillis.

Je, soussigné, A. Bourgeau, d'Aylmer, ai été nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau sous un mois, et sont aussi par le présent notifiés de se réunir au bureau de MM. Frost et Wood, rue des Rideau, dans la cité d'Ottawa, le 23 juin prochain, à 1 heure P. M., pour l'arrangement des affaires de la faillite en général.

A. BOURGÉAU,  
Syndic officiel.  
Aylmer, 20 mai 1874. 2083

**ACTE DE FAILLITE DE 1869.**

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de Louis D. Grenier, de la Rivière-du-Loup en Haut, failli.

Le soussigné a déposé au greffe de cette cour un acte de composition et de décharge exécuté par ses créanciers au nombre requis par la loi, et jeudi, le deuxième jour de juillet prochain, il fera application à cette cour pour obtenir une confirmation du dit acte de décharge.

LOUIS D. GRENIER.  
Par T. & C. C. DE LORIMIER,  
Ses procureurs *ad litem.*  
Trois-Rivières, 22 mai 1874 2085

**ACTE DE FAILLITE 89.**

Dans l'affaire de Théophile Rapin, hôtelier, de la cité de Montréal, failli.

Un bordereau des dividendes a été préparé et ouvert aux oppositions jusqu'au 6 juin prochain, après lequel jour les dividendes seront payés.

DAVID J. CRAIG,  
Syndic officiel.  
Montréal, 21 mai 1874. 2093

**Bankrupt Notices.**

**IN-SOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Peter E. D. Hayes, farmer and trader, of West Shefford, in the township and county of Shefford, an Insolvent

I, Thomas Brassard, notary public, of the village of Waterloo, have been appointed assignee in this matter. The creditors are requested to file their claims in my office, within one month, and are hereby notified to meet at the hotel of J. H. Earl, of West Shefford aforesaid, on Friday, the fifth day of June now next, at one of the clock in the afternoon, for the examination of the insolvent and for the ordering of the affairs of the estate generally. The insolvent is requested to be present at said meeting.

THOS. BRASSARD,  
Assignee.  
Waterloo, 29th April, 1874. 1812

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Canada, }  
Province of Quebec, } *In the Superior Court*  
District of Montreal.

In the matter of Guillaume Laurencelle, of the city and district of Montreal, trader, as well individually as having been in partnership with Moïse Vary, at Montreal, under the name and firm of "Laurencelle & Vary," an Insolvent

On Friday, the twenty-sixth day of June next, the undersigned will apply to the said court for a discharge under the said act.

GUILLAUME LAURENCELLE.  
By OUIMET, ST. PIERRE & AUGÉ,  
His Attorneys *ad litem.*  
Montreal, 21st May, 1874. 2082

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Garrett et Roberts, Insolvents.

I, the undersigned, A. Bourgeau, of Aylmer, have been appointed assignee in this matter. Creditors are requested to file their claims before me within one month, and are hereby notified to meet at the office of Messrs. Frost and Wood, on Rideau street, in the city of Ottawa, on the 23rd June next, at 1 o'clock P. M., for the ordering of the affairs of the estate generally.

A. BOURGÉAU,  
Official Assignee.  
Aylmer, 20th May, 1874. 2084

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
In the matter of Louis D. Grenier, of River du Loup en Haut, an Insolvent.

The undersigned has deposited in the office of this court a deed of composition and discharge, executed by his creditors, in number as required by law, and on Thursday, the second day of July next, he will apply to this court to obtain a confirmation of the said deed of discharge.

LOUIS D. GRENIER.  
By T. & C. C. DE LORIMIER,  
His Attorneys *ad litem.*  
Three Rivers, 22nd May, 1874. 2086

**INSOLVENT ACT OF 1869.**

In the matter of Théophile Rapin, of the city of Montreal, hotel keeper, an Insolvent.

A dividend sheet has been prepared, open to objection until the 6th June next, after which dividend will be paid.

DAVID J. CRAIG,  
Official Assignee.  
Montreal, 21st May, 1874. 2094

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de John Young, ci-devant de la cité des  
 Trois-Rivières, commerçant, et actuellement absent  
 de cette province, failli; et Isidore L. Clair, syndic.  
 Le deux juillet prochain, le syndic en cette affaire  
 demandera à la cour sa décharge.

I. L. CLAIR,  
 Par GERVAIS & GERIN,  
 Ses procureurs *ad litem.*

Trois-Rivières, 21 mai 1874. 2087

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de James Reynor, de la cité de Trois-  
 Rivières, commerçant, failli; et Isidore L. Clair,  
 syndic.

Le deux juillet prochain, le failli et le syndic de-  
 manderont à la dite cour leur décharge.

JAMES REYNOR,  
 I. L. CLAIR,  
 Par GERVAIS & GERIN,  
 Leurs Procureurs *ad litem.*

Trois-Rivières, 21 mai 1874. 2089

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Lemieux et Dubrul, faillis.  
 Un bordereau des dividendes a été préparé et restera  
 ouvert aux oppositions jusqu'au 9e jour de juin pro-  
 chain, après lequel jour les dividendes seront payés.

G. H. DUMESNIL,  
 Syndic.

Montréal, 20 mai 1874. 2091

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Dame Odile Brossoit, épouse séparée  
 de biens de Jean-Baptiste Decary, du village de  
 Carillon, dans le comté d'Argenteuil, district de  
 Terrebonne, marchande publique, faisant affaires  
 comme épicière, à Carillon sus-dit, sous les nom et  
 raison de Decary & Frère, faillie.

Je, soussigné, Charles Baillie, de Montréal, ai été  
 nommé syndic dans cette affaire. Les créanciers sont  
 priés de produire entre mes mains leurs réclamations  
 sous un mois.

CHARLES BAILLIE,  
 Syndic.

Daté à Montréal,  
 ce 1<sup>er</sup> jour de mai, A. D., 1874. 2095

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada,  
 Province de Québec, }  
 District de Saint-François } *Dans la Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Charles Adams, failli.  
 Avis est par le présent donné que le soussigné a dé-  
 posé au bureau de cette cour, un acte de composition  
 et de décharge, exécuté par ses créanciers, et le sixième  
 jour d'octobre prochain, il s'adressera à la dite cour  
 pour en obtenir une ratification de la décharge effec-  
 tuée en sa faveur.

CHARLES ADAMS,  
 Par BROOKS & CAMIRAND,  
 Ses procureurs *ad litem.*

Sherbrooke, 22 mai 1874. 2097

## ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Dans l'affaire de Joseph Gonzague Massé, propriétaire  
 de moulins, de West Shefford, dans le township et  
 comté de Shefford, failli.

Je, soussigné, Thomas Brassard, notaire, du village  
 de Waterloo, ai été nommé syndic dans cette affaire.  
 Les créanciers sont requis de produire leurs réclama-  
 tions à mon bureau, sous un mois, et sont aussi par  
 les présentes notifiés de se réunir à son domicile, à  
 West Shefford susdit, vendredi, le cinquième jour de  
 juin prochain, à dix heures de l'avant-midi, pour  
 l'examen public du failli, et pour l'arrangement des  
 affaires de la faillite en général. Le failli est requis  
 de s'y trouver.

THOS. BRASSARD,  
 Syndic.

Waterloo, 27 avril 1874. 1809

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }  
 District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
 In the matter of John Young, heretofore of the city of  
 Three Rivers, and now absent from this province,  
 an Insolvent; and Isidore L. Clair, assignee.  
 The second day of July next, the assignee will apply  
 to the said court for discharge.

I. L. CLAIR,  
 By GERVAIS & GERIN,  
 His Attorneys *ad litem.*

Three Rivers, 21st May, 1874. 2088

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Québec, }  
 District of Three Rivers, } *In the Superior Court.*  
 In the matter of James Reynor, of the city of Three-  
 Rivers, trader, an Insolvent; and Isidore L. Clair,  
 assignee.

The second day of July next, the insolvent and the  
 assignee will apply to the said court for discharge.

JAMES REYNOR,  
 I. L. CLAIR,  
 By GERVAIS & GERIN,  
 Their Attorneys *ad litem.*

Three Rivers, 21st May, 1874. 2090

## INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Lemieux and Dubrul, Insolvents.  
 A dividend sheet has been prepared, open to objec-  
 tion until the 9th day of June next, after which dividend  
 will be paid.

G. H. DUMESNIL,  
 Assignee.

Montreal, 20th May, 1874. 2092

## INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Dame Odile Brossoit, wife separated  
 as to property of Jean-Baptiste Decary, of the vil-  
 lage of Carillon, in the county of Argenteuil, district  
 of Terrebonne, *marchande publique*, trading as  
 grocer, at Carillon as resaid, in the name and firm  
 of Decary & Frère, an Insolvent.

I, the undersigned, Charles Baillie, of Montreal,  
 have been appointed assignee in this matter. Creditors  
 are requested to file their claims before me,  
 within one month.

CHARLES BAILLIE,  
 Assignee.

Dated at Montreal,  
 this 18th day of May, A. D., 1874. 2096

## INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada,  
 Province of Québec, }  
 District of Saint-François } *In the Superior Court.*

In the matter of Charles Adams, an Insolvent.  
 Notice is hereby given that the undersigned has  
 filed in the office of this court a deed of composition  
 and discharge, executed by his creditors, and on the  
 sixth day of October next, he will apply to the said  
 court for a confirmation of the discharge thereby ef-  
 fected.

CHARLES ADAMS,  
 By BROOKS & CAMIRAND,  
 His Attorneys *ad litem.*

Sherbrooke, 22nd May 1874. 2098

## INSOLVENT ACT OF 1869.

In the matter of Joseph Gonzague Massé, mill owner,  
 of West Shefford, in the township and county of  
 Shefford, an Insolvent.

I, the undersigned, Thomas Brassard, notary public,  
 of the village of Waterloo, have been appointed assign-  
 gnee in this matter. The creditors are requested to file  
 their claims in my office, within one month, and are  
 hereby notified to meet at his residence, at West Shef-  
 ford aforesaid, on Friday, the fifth day of June now  
 next, at ten of the clock in the forenoon, for the exa-  
 mination of the insolvent, and for the ordering of the  
 affairs of the estate generally. The insolvent is re-  
 quested to be present at the said meeting.

THOS. BRASSARD,  
 Assignee.

Waterloo, 27th April, 1874. 1810

ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Théophile Gosselin, de Québec, hôtelier, failli.

Le failli m'a fait une cession de ses biens, et les créanciers sont notifiés de se réunir à mon bureau, bâtisse du Télégraphe, rue Saint-Pierre, à Québec, mardi, le 9e jour de juin 1874, à 11 heures A. M., afin de prononcer communication de l'état de ses affaires et de nommer un syndic.

OWEN MURPHY,  
Syndic provisoire.  
2101

Québec, 22 mai 1874.

ACTE DE FAILLITE DE 1869 ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Louis Lenghan, marchand, de Sainte-Flavie, failli

Une assemblée des créanciers du failli sus-nommé sera tenue à mon bureau, bâtisses du Télégraphe, rue Saint-Pierre, Québec, lundi, 8 juin 1874, à 11 heures A. M., où sera soumis un état de ses affaires, et les créanciers seront appelés à décider quelle conduite ultérieure sera suivie dans cette affaire

2103 OWEN MURPHY,  
Syndic officiel.

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Canada, }  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Québec. }

Dans l'affaire de Blais & Compagnie, de Québec, faillis.

Avis public est par le présent donné que mardi, le premier jour de septembre prochain, Dame Marie Cadet dite Moreau, une des faillis, demandera à la dite cour sa décharge en vertu du dit acte

Par THOMAS MOLONY,  
Son procureur *ad litem*.  
1381

Québec, 2 avril 1874

INSOLVENT ACT OF 1869 AND AMENDMENTS

In the matter of Théophile Gosselin, of Québec, hotel-keeper, an Insolvent.

The insolvent has made an assignment of his estate to me and the creditors are notified to meet at my office, Telegraph Buildings, Peter street, on Tuesday, 9th June, 1874, at 11 o'clock A. M., to receive a statement of his affairs and to appoint an assignee.

OWEN MURPHY,  
*Interim Assignee.*  
2102  
Québec, 22nd May, 1874.

INSOLVENT ACT OF 1869 AND ITS AMENDMENTS.

In the matter of Louis Lenghan, of Sainte-Flavie, merchant, an Insolvent.

A meeting of the creditors of the above named insolvent will be held at my office, telegraph buildings, Saint-Peter street, Québec, on Monday, 8th June, 1874, at 11 o'clock A. M., when a statement of his affairs will be submitted, and the creditors will be called upon to decide what further action is to be taken in the matter.

2104 OWEN MURPHY,  
*Official Assignee.*

INSOLVENT ACT OF 1869.

Canada, }  
Province of Québec, } *In the Superior Court.*  
District of Québec. }

In the matter of Blais & Co., of Québec, Insolvents.

Public notice is hereby given that on Tuesday, the first day of September next, Dame Marie Cadet dite Moreau, one of the said insolvents, will apply to the said court for her discharge under the said act.

By THOMAS MOLONY,  
*His Attorney litem.*  
1382  
Québec, 2nd April, 1874.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

530 SOUTH EAST ASIAN AVENUE

CHICAGO, ILLINOIS 60607

TEL: 773-936-3700

FAX: 773-936-3700

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU

WWW.PHYSICS.UCHICAGO.EDU